



Conseil de Métropole

Montpellier Méditerranée Métropole

**Séance publique
du 18 avril 2019**

PROCÈS-VERBAL

Monsieur le Président

Je m'adresse à la régie. Il faudrait trouver une Marseillaise qui soit un peu plus *punchy*, parce que celle-là, elle est un peu « ramollo ». Il ne faut pas que j'aie envie de m'endormir d'emblée. Ce n'est pas bon pour la séance.

Monsieur le Président

Mademoiselle BODKIN est demandée au parloir.

Madame BODKIN procède à l'appel.

Madame Maud BODKIN

L'appel est clos, Monsieur le Président.

Monsieur le Président

Merci, Mademoiselle BODKIN. Le quorum est largement atteint. Nous pouvons donc valablement délibérer.

Monsieur le Président déclare ouverte la séance du Conseil de Métropole du 18 avril 2019.

Monsieur le Président

Avant d'entamer l'ordre du jour, je voudrais vous faire part de quelques informations liées à la vie de Montpellier Méditerranée Métropole. Nous avons eu avec les Maires, tout à l'heure et à mon invitation - et je remercie ceux qui étaient présents et j'excuse ceux qui étaient absents - une discussion concernant la possibilité qu'à la Métropole de participer à une aide nationale envers Notre-Dame-de-Paris et l'incendie dramatique qui s'est produit. Vous savez que la Région a choisi d'apporter son aide à hauteur de 1,5 million d'euros, la Métropole de Toulouse 500 000 euros et la Ville de Toulouse 500 000 euros, ce qui porte le tout à 1 million d'euros.

Avant de nous prononcer sur cette possibilité, j'ai pensé qu'il était préférable de consulter les élus et d'avoir avec eux une discussion claire sur ce point. Ce qui est ressorti de notre discussion a été la chose suivante : Montpellier Méditerranée Métropole est d'accord pour participer à hauteur de 100 000 euros. Cette proposition a été adoptée à l'unanimité des Maires présents.

Deuxième information dont nous allons vous faire passer la délibération. Évidemment chaque commune est susceptible de faire ce qu'elle souhaite faire et chaque maire peut participer ou pas, c'est de son autorité. Évidemment chaque citoyen peut également le faire. Là, il s'agissait bien de circonscrire le rôle de la Métropole dans cet événement patrimonial national, désastreux pour le patrimoine français. Je rajoute sur ce point et je m'en suis ouvert aux journalistes tout à l'heure, c'est qu'à l'occasion de cet événement, il est bon de réfléchir sur plusieurs problèmes de notre temps. Le premier problème qui découle directement de cet incendie, c'est quelle place donnons-nous à notre propre patrimoine ? C'est-à-dire le patrimoine que nous côtoyons tous les jours dans nos communes et je pense que l'aspect législatif doit être reconsidéré et que comme le souhaitait Jean-Jacques AILLAGON lorsqu'il fut Ministre de la Culture, il faudrait que la défiscalisation soit plus importante pour ceux qui investissent sur le patrimoine en donnant au patrimoine une valeur peut-être plus large. Ça, ça doit se discuter et c'est une discussion nationale.

Je rappelle que les cathédrales sont sous la responsabilité de l'État et que les églises sont sous la responsabilité des communes - celles qui ont été bâties avant la loi de 1905. À l'occasion de cet événement, il faut aussi penser au savoir-faire français qui va être largement sollicité, aux artisans d'art. Et ça, c'est plutôt une conséquence favorable pour eux, même si l'événement est dramatique, et nous comptons dans la Métropole et dans la Région un nombre important d'artisans d'art que ce soit pour la restauration des toiles, que ce soit pour les vitraux - les maîtres verriers sont très présents ici dans l'Hérault - que ce soit aussi pour tout ce qui concerne l'architecture.

À ce propos, même si on ne me demande pas mon avis en haut lieu, je le donne quand même, on ne peut pas restaurer un bâtiment à l'identique. C'est impossible. Profitons de cela pour le réinterpréter, pour lui donner une autre vie, y compris dans l'architecture. Et cela peut permettre, même si ce que je vous dis peut paraître un peu iconoclaste et certainement pas du tout conservateur, c'est peut-être dans un concours de ce niveau la solution à trouver, car je rappelle que Viollet-le-Duc n'a pas fait du XIII^{ème} siècle, il a fait du XIX^{ème} siècle.

Je rappelle que la chapelle des rois a été détruite à l'intérieur même de la cathédrale Notre-Dame-de-Paris. Je rappelle que sur les bases romanes dont elle est issue, c'est quand même la fin de l'art roman et le début du gothique qui a pris le dessus. Je rappelle que la flèche n'est pas d'origine. Dans l'architecture, il y a mille et une façons de faire, et les hommes du XXI^{ème} siècle ne sont pas plus idiots que ceux du XIII^{ème}. Ils ont des matériaux, des concepts, des connaissances scientifiques capables de redonner à un édifice une autre vie, un lustre inconnu à ce jour, mais qui peut permettre à cette cathédrale d'être toujours un joyau de l'architecture française, même si l'architecture est composite. C'est là qu'est le sujet. Pour ce qui est des souscriptions, je suis pour qu'on généralise les souscriptions. A ce titre, si je pouvais déclencher une souscription pour la ligne nouvelle Montpellier-Perpignan qui peut être considérée comme un fait patrimonial des hommes du XXI^{ème} siècle, ce serait pour moi une belle chose. Il faut penser aussi aux contemporains.

Je poursuis sur les informations, et ensuite on modifiera l'ordre du jour pour ajouter la délibération et j'ouvrirai le débat à ce moment-là sur l'ordre du jour. Simplement pour vous informer d'autres sujets : nous avons signé avec Carole DELGA à la suite du rendez-vous que j'ai eu avec elle, il y a trois semaines – un mois, une convention de partenariat avec elle et avec Kléber MESQUIDA sur l'organisation des Championnats du monde de patinage artistique. La France est représentée par le biais de Montpellier. Nous sommes en compétition avec des villes de Chine, d'Australie et de Nouvelle-Zélande. C'est une compétition internationale. Si nous obtenions cela, c'est pour 2022, ce serait un événement majeur, un événement international. J'ai également signé un courrier de soutien à Madame DELGA et à la Région Occitanie sur l'appel à projets Littoral qui envisage pour d'autres littoraux tous les moyens d'activer la transition écologique et énergétique.

J'ai oublié de vous dire qu'avec Bernard TRAVIER, demain, nous recevons le Vice-Président du Conseil d'État pour l'installation de la Cour Administrative d'Appel. J'ai reçu un courrier de la ministre Madame BELLOUBET m'indiquant clairement qu'une nouvelle cour administrative d'appel allait être installée en Occitanie et que Montpellier figurait parmi les sites qui étaient jouables, comme Toulouse. Nous avons reçu avec Bernard à plusieurs reprises les représentants du Conseil d'État, avec Monsieur le Préfet pour exposer les avantages de Montpellier et la qualité des sites que nous avons proposés. Nous recevons le Vice-Président du Conseil d'État demain en point d'orgue de toutes les réunions que nous avons eues avec eux pour lui faire l'éloge de la Ville, de la Métropole et d'une possible installation de la Cour Administrative d'Appel ici à Montpellier.

Dernier point et à la demande de plusieurs Maires, je voudrais faire le point sur les déchetteries qui sont ou terminées ou en cours de travaux jusqu'à la fin du mandat. Les installations qui entreront en travaux dans le cadre du présent mandat sont celles de Cournonterral, démarrage des travaux le 15 avril, Saint-Brès, Beaulieu, Près d'Arènes à Montpellier août 2019, Villeneuve-lès-Maguelone, Pérols, Grabels, Pignan, Montferrier-sur-Lez, Prades-le-Lez, entre octobre et décembre 2019, ce qui fera 12 déchetteries sur 20 rénovées.

Voilà les informations que je souhaitais vous communiquer.

Monsieur Jean-Pierre GRAND

Je m'adresse autant à l'administration qu'à vous, mais la déchetterie de Castelnau qui a été refaite, il y a quelque temps - puisque comme vous le savez c'était la deuxième déchetterie construite dans notre agglomération après celle de la Paillade - cela remonte à bien loin. Nous avons un souci pratique. Ce sont des sujets qu'on n'arrive pas à régler. J'en parle ici puisqu'on ne peut pas trop se voir. Il faut qu'on en parle quand on se voit. Il y a une barre qui interdit aux véhicules de plus de 2 mètres de hauteur de rentrer. Ça veut dire quoi ? Ça veut dire que si vous avez un véhicule utilitaire – je parle des particuliers – de 2 mètres parce que vous l'avez loué ou je n'en sais rien, dans ce cas-là on vous interdit de rentrer. Ça m'est arrivé, mais c'est surtout arrivé à des personnes bien plus âgées que moi. Qu'est-ce qu'on vous propose ? On vous dit : « Non. On ne vous ouvrira pas la barre » – qui peut être ouverte très facilement, il s'agit de la pousser – « mais par contre on va vous prêter un petit chariot. Vous déchargez votre camionnette. Vous mettez sur le chariot et vous montez ».

La pente est très raide. Ce sont des femmes, des hommes, peu importe. Je trouve ça quand même assez étonnant. On a essayé d'expliquer à plusieurs reprises à des intervenants différents que ce n'était pas exactement comme ça le vrai service public du XXI^{ème} siècle, mais on nous a expliqué qu'ils avaient des ordres et qu'ils appliquaient les ordres. Alors, si les ordres pouvaient être modifiés en fonction du fait que ce soit des résidents de la commune, que ce ne sont pas des artisans, que ce ne sont pas des gens qui viennent faire des choses qu'il ne convient pas de faire dans une déchetterie, mais de simples citoyens, parce que leur dire : « Vous ne pouvez pas monter. Par contre, je vous donne une petite carriole pour aller décharger et vous montez carriole après carriole », je veux dire c'est dantesque. C'est ça la modernité à la Métropole de Montpellier ? Merci.

Monsieur le Président

Arrêtez, vous êtes très excités en début de séance. Merci pour votre intervention constructive.

ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR DU CONSEIL DE MÉTROPOLE DU 18 AVRIL 2019

M. T. DEWINTRE sort de séance.

Monsieur le Président

J'entame l'ordre du jour. L'ordre du jour comporte 66 affaires plus l'affaire qui concerne la participation de Montpellier Méditerranée Métropole à la souscription nationale pour la reconstruction de la cathédrale Notre-Dame de Paris. Qui est contre l'ordre du jour ? Qui s'abstient ? Je vous remercie. Adopté à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, l'ordre du jour ainsi modifié est adopté à l'unanimité

Pour : 84

AFFAIRE N°67 : PARTICIPATION DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE À LA SOUSCRIPTION NATIONALE POUR LA RECONSTRUCTION DE LA CATHÉDRALE NOTRE-DAME DE PARIS**Monsieur le Président**

Si vous souhaitez intervenir sur la décision que nous allons prendre en délibérant si évidemment vous votez pour elle, j'ouvre le débat sur la souscription. Qui demande la parole ? C'est l'affaire 67. Monsieur REVOL et Monsieur DOMERGUE ont demandé la parole.

Monsieur René REVOL

Juste une question, quand est-ce qu'on discute des décisions qui ont été prises par le Président et qui sont présentées au début de l'ordre du jour ? J'ai une remarque à faire sur ces décisions.

Monsieur le Président

Attendez, c'est après la synthèse des décisions. Monsieur DOMERGUE, sur la cathédrale ?

Monsieur Jacques DOMERGUE

Je crois qu'il voulait parler de la décision d'apporter 100 000 euros.

Monsieur le Président

Non. Attendez, vous avez raison, on va reprendre l'ordre du jour normalement. 67 affaires, qui est contre ? Qui s'abstient ? L'ordre du jour est adopté à l'unanimité. Je vous en remercie.

ADOPTION DU PROCÈS-VERBAL DU CONSEIL DE MÉTROPOLE DU 22 MARS 2019

Monsieur le Président

Qui est contre ? Qui s'abstient ?

À l'issue d'un vote à main levée, le procès-verbal du Conseil de Métropole du 22 mars 2019 est adopté à l'unanimité.

Pour : 84

APPLICATION DE L'ARTICLE L.5211-10 DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

MM. T. DEWINTRE et G. LANNELONGUE entrent en séance ;

Mme T. DASYLVA entre en séance (le pouvoir accordé à M. A. EL KANDOUSSI est annulé) ;

M. C. COUR sort de séance ;

M. E. PETIT sort définitivement de séance donnant pouvoir à Mme I. GUIRAUD.

Monsieur le Président

C'est là que vous voulez intervenir, Monsieur REVOL et Monsieur MEUNIER aussi. Allons-y !

Monsieur René REVOL

Monsieur le Président, en page 8, votre décision du 6 mars, vous faites allusion de manière explicite au fait qu'il y a eu des études approfondies de faisabilité sur la construction du nouveau stade. On apprend par cette décision que ces études ont eu lieu. La chose qui me paraît évidente, c'est que vous devez nous communiquer ces études de faisabilité puisqu'on vous le demandait et qu'à l'époque vous n'aviez pas fait suite à cette demande.

Je demande que les études de faisabilité qui sont citées page 8 puissent être communiquées aux Conseillers métropolitains. J'en profite également pour vous demander qu'est-ce que vous envisagez de répondre à la demande qui vous a été faite par moi-même lors d'un Conseil précédent et aujourd'hui par des associations et des citoyens sur l'organisation d'un référendum local sur la question de la gare ?

Monsieur le Président

Sur la question de la gare ?

Monsieur René REVOL

Du stade. Pardon.

Monsieur le Président

Vous avez fait un lapsus qui en dit long, Monsieur REVOL. Vous ne faites pas de politique, tout le monde le sait.

Monsieur René REVOL

Je vous signale, Monsieur le Président, en 2013, j'avais demandé un référendum sur la gare.

Monsieur le Président

Vous avez surtout fait un procès à la Métropole alors que vous étiez Vice-Président de ladite Métropole.

Monsieur René REVOL

Revenons à ma demande.

Monsieur le Président

Je n'ai pas oublié. Je n'ai rien dit pendant un an et demi. Je n'ai rien dit. Museau. J'ai fait museau. J'ai fait ça. Regardez.

Monsieur René REVOL

Non, mais on ne va pas revenir sur la gare. Je pourrais citer par exemple votre tract de campagne sur la gare. Ça fait drôle.

Monsieur le Président

Mais je n'ai pas oublié.

Monsieur René REVOL

J'aimerais que vous répondiez à ma question : où sont ces études de faisabilité et envisagez-vous une consultation citoyenne sur la question du stade ?

Monsieur le Président

La question du stade n'est pas à l'ordre du jour. Quand elle sera à l'ordre du jour, vous le savez, il y a débat public obligatoire sur ce type d'équipement. Il y a des étapes. On franchira les étapes comme cela doit être fait. Premier point. Deuxième point, sur les études, c'est pour faire les études. Vous l'avez lu. Il y a des études de faisabilité sur l'inondabilité de la ZAC. Je vous en ai parlé.

Monsieur Jean-Pierre GRAND

Intervention hors micro

Monsieur le Président

Monsieur GRAND, vous êtes d'une impolitesse. La prochaine fois, je ne vous pas donnerai la parole parce que moi chez moi, quand je faisais ça [claquement de doigts], je prenais une beigne. Je prenais une beigne. Si je dois revenir maître d'école et vous élèves de CM1, ce n'est pas possible. Vous ne faites pas ça au Sénat. Vous vous prenez pour qui ? Vous vous prenez pour qui ? Vous êtes d'un mépris, Monsieur GRAND, mais c'est incroyable. Alors, puisque c'est comme ça, je ne vous donne pas la parole. Je vous la donnerai quand vous la demanderez poliment.

Monsieur Jean-Pierre GRAND

Je vous la demande poliment.

Monsieur le Président

Non. C'est trop tard. Vous passerez à l'affaire d'après. Je ne vous oublie pas, Monsieur REVOL, mais je suis obligé de faire feu de tout bois parce que je suis obligé de me défendre sur tous les flancs. Comprenez-moi. Je suis attaqué au centre, attaqué à gauche, attaqué à droite, c'est terrible. Vous êtes très venimeux, très venimeux. Je reprends. Les études de faisabilité première concernent la ZAC et l'inondabilité, vous le savez, font partie du cahier des charges. Ensuite, les études du stade se feront. On a voté des enveloppes pour ça.

Monsieur DOMERGUE, vous aviez demandé la parole pour la cathédrale. Allez-y.

Monsieur Jacques DOMERGUE

Merci. On va sortir des guéguerres picrocholines. Concernant la cathédrale, il est bien évident que nous avons tous assisté à ce drame en direct qui a affecté tous les Parisiens, mais tous les Français et je dirais la planète entière puisqu'il n'y a pas un étranger qui vient à Paris sans visiter Notre-Dame. Aujourd'hui, on a été à la fois satisfait, mais aussi surpris de l'ampleur des dons qui ont été annoncés.

Comme disait mon voisin, les promesses de dons ne correspondent pas forcément aux dons, mais enfin je pense que dans ce cas-là, il sera difficile de se soustraire à l'engagement dans la mesure où il y a un œil qui d'en haut veille à ce que les dons soient respectés.

Concernant les collectivités, il est évident qu'on n'imagine pas qu'une collectivité ne puisse pas participer, mais je pense qu'il y a une autre réflexion qu'on peut mener également, chaque collectivité a un patrimoine à assumer, à assurer, à protéger et à restaurer. À l'occasion de ce drame qui a touché la plus emblématique cathédrale de notre pays, plutôt que d'imaginer que chacun va apporter sa pierre pour reconstruire cette cathédrale, ce qui va être fait de toute façon par l'État puisqu'il est de sa responsabilité et vous avez vu que probablement le Vatican va avoir des subventions qui vont venir de pays étrangers et qui vont pouvoir venir compléter les budgets pour rénover la cathédrale, on pourrait imaginer que la collectivité décide de débloquer des crédits pour l'entretien de son propre patrimoine.

Si aujourd'hui on rencontre des difficultés et des drames comme celui-là, c'est aussi en partie, et on a vu avec l'action qui a été lancée par Emmanuel MACRON et Stéphane BERN, qu'aujourd'hui le patrimoine colossal de la France est en danger et plutôt que de se concentrer sur un seul élément prestigieux de notre patrimoine, je me demande si la somme que vous souhaitez investir ne pourrait pas être investie sur les édifices de la Métropole. Je ne dis pas que ce sera une goutte d'eau, 100 000 euros ce n'est pas mal, mais quand on va être comparé aux autres communes et aux autres métropoles, vous disiez que Toulouse allait donner 500 000. Marseille, ça va être 800 000, etc. Ça va être une espèce de course à l'échalote qui n'est pas forcément bénéfique au patrimoine national puisque chacun a à assumer une partie de son propre patrimoine. Je sais que vous l'avez décidé avec tous les Maires, je le voterai, mais je pense que cette réflexion mérite d'être menée.

Monsieur le Président

Oui, c'est ce que j'ai dit en d'autres termes tout à l'heure quand j'ai fait allusion à la loi que voulait faire passer Jean-Jacques AILLAGON, qui traitait de défiscalisation plus importante pour le patrimoine, de telle sorte que les citoyens, voire les collectivités, voire les entreprises, puissent participer, non pas à l'occasion de sinistres, mais de façon régulière à l'entretien du patrimoine. Je rappelle que dans l'Hérault, il y a de nombreux éléments de notre patrimoine qui ont été démontés pierre par pierre, des cloîtres, des châteaux, et reconstruits en Caroline du Nord, au Kentucky et que c'est peut-être aussi parce qu'il manquait de moyens pour les réhabiliter ici. Monsieur GRAND, vous souhaitez prendre la parole ?

Monsieur Jean-Pierre GRAND

Je vous la demande platement.

Monsieur le Président

Non. Pas platement, poliment. Ah pardon ! Monsieur MEUNIER avait demandé la parole avant vous.

Monsieur Cyril MEUNIER

Monsieur le Président et chers collègues, je reviens, mais ce n'est pas l'objet de mon intervention, sur la réponse que vous avez faite tout à l'heure à René REVOL. Je suis ravi de la réponse que vous avez faite. Vous avez dit dans le cadre d'un grand équipement comme ça, il y a des étapes de gestion des grands dossiers dans n'importe quelle collectivité locale et surtout des intercommunalités comme la nôtre dans le cadre d'une Métropole. L'étape première, ce n'est pas de voter le budget de construction, c'est de faire des études, de faire valider par l'ensemble des Maires et ensuite par l'ensemble du Conseil l'engagement de faire cet équipement que ce soit un stade ou autre chose. Ensuite, c'est de le mettre dans les engagements de travaux qui faisaient l'objet de l'affaire numéro 3 le jour du vote du budget, le 31 juillet, et ensuite quand on a tout arrêté le budget, la formule juridique, le montant des travaux, etc., d'arrêter combien année par année nous demandons au grand trésorier principal, qu'est Max, de nous inscrire des crédits. Vous avez fait l'inverse, vous avez inscrit les crédits avant même qu'on sache ce que l'on fait et comment on le fait.

Par contre, si on lit bien la décision - je crois que c'est la 47 si ma mémoire est bonne - il est marqué qu'il faut un avenant numéro 1 aux études. Je crois de mémoire d'homme que c'est 247 000 euros, 207 000, c'est ça. Ça veut dire que si on a un avenant - et d'ailleurs je crois que dans l'argumentaire - il est marqué que le premier budget d'études qui a été engagé ne suffisait pas à faire le tour de tous les sujets qu'il y avait à investiguer et auxquels il fallait répondre, il faut un avenant. Aujourd'hui, vous avez pris une décision, la décision dont on parle aujourd'hui et dont vous nous rendez compte dans ce rendu compte des décisions du Président, c'est un avenant.

Ça veut dire que la première somme initiale que nous avons votée a été utilisée, et si elle a été utilisée, c'est que déjà des travaux d'études ont été faits et il y a un rendu d'études. Au même titre que René REVOL, je vous demande, pour l'ensemble des élus ici présents, de bien vouloir le plus rapidement possible nous en donner les conclusions, y compris les interrogations, parce qu'à ce stade, il faut sûrement peut-être le faire, mais il faudrait qu'on sache quelles sont les problématiques qui s'opposent à sa création aujourd'hui ou qui posent question. Ça, c'était pour le stade.

C'était pour rebondir à la réponse que vous aviez donnée. Vous avez raison, dans le cadre d'un engagement d'un grand chantier comme celui-ci, que ça soit un stade, n'importe quoi, il y a une démarche et c'est ce qu'on vous reproche.

Depuis le début, vous ne l'avez pas respectée. Et le vote des 10 millions que vous nous avez proposé ne pouvait pas être accepté par nous. C'est pour ça, malheureusement, qu'on a été amené à voter contre le budget non pas pour l'ensemble des raisons que vous avez pu expliquer à nos populations. Je reviens sur une autre décision qui est la vôtre aujourd'hui. Vous avez ouvert votre fameux barreau routier que vous avez créé sans aucune concertation avec la Commune de Lattes entre le parking sud de la gare Sud de France et le chemin du Mas Rouge. J'avais fait un arrêté interruptif de travaux. Je n'ai pas pu m'en expliquer la fois dernière parce que j'ai comme tout le monde droit, j'étais parti en vacances, je vous prie de m'excuser. Le Préfet n'a pas suivi cet arrêté interruptif de travaux. Il l'a levé et dans les considérants, il avait demandé à ce qu'il y ait une interdiction de tourner à gauche que vous n'avez pas mise. Elle n'est pas en place aujourd'hui sur la route, je vous demanderais donc de bien vouloir respecter la volonté et les autorisations que vous a faites la Préfecture.

Je préviens l'ensemble de mes collègues ici présents que la Commune de Lattes a attaqué l'ensemble de ses décisions et continue à les attaquer. Je vous pose publiquement trois questions, Monsieur le Président. La première question, c'est dans quel cadre urbanistique, d'ailleurs dans quel cadre de ZAC, vous avez opéré sur le territoire sud de la gare Sud de France, qui est sur la Commune de Lattes, puisqu'il n'y a aucune ZAC qui couvre ce territoire ? Et plus important et plus grave, dans quel cadre de marché vous avez pu réaliser et faire réaliser ces travaux, que nous avons faits estimer aux alentours de 500 000 euros ? C'est-à-dire cinq fois plus que ce qu'on donne pour Notre-Dame-de-Paris. Dans quel cadre vous l'avez fait ? Dans quel cadre vous avez donné le marché ? Dans quel cadre vous allez le payer ? Puisque le seul marché que vous aviez et qui s'arrêtait au 1^{er} avril 2019 était un marché qui concernait les travaux autour du château de la Mogère pour faire les bassins de rétention, la route, etc., qui a pris fin d'ailleurs. Il y a un nouveau marché qui part sur le même objet et sur le même territoire.

C'est autre chose qui m'interroge, mais ça, c'est une autre question. Dans quel cadre avez-vous fait faire cette route par les entreprises Colas et Cazal ? Je n'ai trouvé aucun marché dont je vous rappelle la Commune de Lattes est actionnaire qui pouvait couvrir de tels travaux ? Depuis deux jours, vous avez refait exclusivement sur le territoire montpellierain, et je le note, le chemin du Mas Rouge qui en avait bien besoin puisque si on lui avait envoyé des centaines et des centaines de véhicules, je pense qu'au bout de quelques heures il aurait été rempli de nids de poules. Pour la sécurité de nos concitoyens, je vous en remercie. La seule question, c'est que je ne vois en aucune manière la raison pour laquelle la réfection du chemin du Mas Rouge sur le territoire de la Ville de Montpellier pourrait être prise en compte par les Métropoles ou par la SA3M ? Je vous demanderais que ces travaux soient pris sur les AC de la Ville de Montpellier. Je vous remercie de répondre à mes questions ou de bien vouloir les prendre en compte. Merci.

Monsieur le Président

Monsieur MEUNIER, vous allez me rassembler tout ça dans un courrier parce que c'est très compliqué. Je n'ai pas fait l'ENA. Vous savez, je suis un petit artisan de banlieue des faubourgs d'Antigone. Faites donc un courrier à Monsieur PEREZ de la SA3M.

Monsieur Cyril MEUNIER

Non. Je n'écris pas, Monsieur SAUREL. Vous êtes Président de la Métropole.

Monsieur le Président

Vous me faites un courrier à moi en tant que Président.

Monsieur Cyril MEUNIER

Il n'y a aucun souci, il est déjà parti. Vous l'avez déjà reçu en lettre recommandée hier.

Monsieur le Président

C'est parfait. On vous répondra par écrit.

Monsieur Cyril MEUNIER

Je vous pose la question publiquement parce que l'ensemble de nos collègues doivent savoir comment cette opération a fonctionné. Je rappelle à l'ensemble des Maires ici présents quelle que soit l'opinion qu'ils puissent se faire sur les relations qui sont les nôtres que vous vous êtes permis de créer une route sur le territoire de la Commune de Lattes en total désaccord avec la Commune de Lattes qui vous l'avait pourtant stipulé par courrier le 19 novembre dernier. Vous avez refusé toute discussion et je pense que si vous aviez accepté la discussion, on aurait trouvé un accord avec les services de l'Etat pour emmener les usagers qui sortiront du parking jusqu'à l'avenue Georges Frêche, c'est-à-dire au droit du restaurant Terminal, etc. Puisqu'il y avait une solution, on aurait pu la négocier tous les deux. C'est ce que je vous proposais dans le courrier du 19 novembre. Aujourd'hui, l'ensemble des personnes qui vont sortir par ce barreau, et ça va être la majorité des gens qui vont sortir du parking, vont tourner à droite, vont partir sur le chemin du Mas Rouge, vont passer devant le camp de Roms qui n'est pas du tout sécurisé — je crains énormément pour les enfants et la population qui y habitent — et ensuite vont venir se heurter à l'avenue Nina Simone qui part de la clinique du Millénaire, qui va jusqu'au rond-point Pablo Picasso et venir complètement boucher Port Marianne.

Je vous prie de m'excuser, c'est sur votre commune, vous en porterez la responsabilité. Je suis désolé, j'ai fait ce qui était en mon pouvoir de police. J'ai mis un sens interdit pour ne pas que les gens s'embarquent dans le quartier de Boirargues qui n'était vraiment pas fait pour ça parce que même avec un GPS, si vous n'avez pas une thèse de géographie, vous ne vous en sortez pas. Il était hors de question que je mette la population lattoise en danger par ce flot de véhicules qui va arriver durant le week-end de Pâques. Si on est là Monsieur le Président, c'est que pendant 5 ans, vous n'avez rien fait autour de la gare. Aujourd'hui, ce n'est pas nous qui devons payer votre imprévoyance en la matière et vous avez retiré le quartier Oz 15 jours après votre arrivée sans y mettre quoi que ce soit en échange. D'ailleurs, j'ai rigolé parce que dans le dernier appel d'offres que vous avez lancé, le fond de carte est celui d'Oz. Je vous remercie.

Monsieur le Président

Vous l'avez dit et vous disiez le contraire la dernière fois, la trame viaire n'a pas changé, c'est d'ailleurs vous qui l'avez présentée au Conseil d'Administration de la SA3M à l'époque.

Monsieur Cyril MEUNIER

Je n'ai jamais dit que la trame viaire n'avait pas changé. Je dis que vous avez annulé le quartier Oz. Vous avez annulé l'ensemble de ce quartier. À partir de là, il n'a plus d'existence puisque vous avez pris une décision qui vous appartenait en tant que Président de la SA3M et Président de la Métropole. Nous n'étions pas un certain nombre d'accord avec vous. La majorité vous a suivi à l'époque.

Monsieur le Président

Vous y étiez dans la majorité.

Monsieur Cyril MEUNIER

Vous savez, dans une majorité, Monsieur SAUREL, on discute. Tout à l'heure sur Notre-Dame, une partie des élus n'était pas d'accord pour donner de l'argent, une autre partie n'était pas d'accord avec la somme. On a pris une décision et dans une majorité, c'est la majorité qui gagne. Je me suis toujours plié aux règles majoritaires, que ça soit à la Commune de Lattes, que ce soit au Département et que ce soit à la Métropole. Ceci étant, sur Oz, vous m'avez assez entendu le dire, y compris à l'époque. J'étais contre l'arrêt du projet d'Oz qui nous avait mobilisés pendant deux ans et demi avec les meilleurs urbanistes du monde, et on était prêt à pouvoir faire le quartier dans les temps voulus avec le prolongement de la ligne 1 de tramway au moment où les premiers trains arriveraient. Vous avez ignoré cette gare. Vous avez ignoré qu'une gare reçoive des trains. Vous n'avez pas souhaité travailler pendant 5 ans sur ce dossier-là et aujourd'hui vous en tant que Maire de Montpellier, moi, en tant que Maire de Lattes, et l'ensemble des usagers, on en paye les frais, et c'est bien dommage. C'est tout ce que j'ai à vous dire.

Après, la portion de route que vous avez, puisque vous voulez que je vous le dise, je vais vous le dire, regardez-moi parce que vous allez m'entendre dire ce que vous voulez que je dise, mais je n'ai jamais dit le contraire, la portion de route fait partie du contournement nord de Lattes et du contournement sud de Montpellier. Ceci étant, cette portion de route n'a pas de sens. Elle n'est pas sécurisée pour nos concitoyens. Elle ne réglera pas le problème puisqu'elle s'arrête sur le chemin du Mas Rouge et en plus vous avez fait un barreau nord qui s'arrête également sur le chemin du Mas Rouge. Je ne sais pas comment les gens vont s'en sortir le week-end de Pâques, mais après on met les personnes en danger. Ce n'est pas notre rôle. Notre responsabilité, c'est de les faire sortir le mieux possible de la gare, mais surtout de ne pas les mettre en danger, y compris la population avoisinante et non plus de boucher le quartier de Port Marianne sur l'avenue Nina Simone. Mais ça, c'est votre problème, c'est vous le Maire de Montpellier.

Monsieur le Président

Si je résume, le Préfet a dit des bêtises et moi aussi. Il n'y a que vous qui avez raison.

Monsieur Cyril MEUNIER

Le Préfet ne s'est pas prononcé sur le fond. Le Préfet s'est exprimé sur un vide juridique, aujourd'hui qui est compliqué, c'est qu'on a cédé la police de la voirie au Président de la Métropole les uns et les autres sur les parties non urbaines de notre territoire. Je le dis à tous les Maires qui ne l'auraient pas réalisé. C'est-à-dire que nous avons, les Maires, la police de la voirie, y compris la création, etc., à l'intérieur des territoires entre les panneaux de signalisation, pour que tout le monde comprenne, blanc et rouge, tout ce qui est entre la limite communale et le panneau qui montre la fin de vos urbanités est sous compétence du Président de la Métropole. Philippe SAUREL ici présent en tant que Président a décidé la création d'une voirie, décide aujourd'hui son ouverture. Il est totalement dans son droit dans l'utilisation de son droit de police.

La question est : est-ce une anomalie de la loi de création d'une Métropole ? Est-ce normal que le Président de la Métropole qu'il s'appelle Philippe SAUREL, qu'il s'appelle n'importe qui et que ça soit sur une autre commune, crée une voirie en total désaccord avec le Maire de la commune ? Si ça arrive à certains d'entre vous ici, et connaissant le caractère de certains d'entre vous, j'imagine que ça risquera d'être un peu moins policé qu'avec moi. La deuxième chose, est-il normal qu'on crée cette voirie alors qu'elle ne solutionne pas et qu'elle met en danger nos concitoyens ? C'est tout. Rien de plus. Le Préfet ne s'est pas exprimé sur le fond du dossier, il s'est exprimé sur la forme de mon arrêté d'interruption de travaux. Merci de m'avoir laissé répondre à toutes les questions, Monsieur le Président.

Monsieur le Président

Je note, Monsieur le Maire de Lattes, que vous avez indiqué très clairement que j'étais dans mon droit. J'aimerais que cela soit consigné dans le procès-verbal, puisqu'avec 6 ou 7 de vos collègues, vous m'avez fait un procès pour toute une série de trucs. Sur ce point, et vous avouez en séance publique, je suis dans mon droit. C'est parfait. Ça me va très bien. Monsieur GRAND, allez-y, parce que vous trépignez. Je vous sens tendu comme une arbalète. Allez-y, Monsieur GRAND. Ne vous énervez pas, quelle violence. Allez-y, Monsieur GRAND.

Monsieur Jean-Pierre GRAND

Je vais dire un mot. J'avais deux choses à dire.

Monsieur le Président

Monsieur GRAND, allez-y s'il vous plaît. Vous ne vous rendez pas compte, je m'endors. Allez-y.

Monsieur Jean-Pierre GRAND

Monsieur le Président, vous nous avez relégués quasiment dans la rue. On a des problèmes ici d'audition. On n'entend pas bien ce qui se dit. Dès que quelqu'un parle, je suis désolé, ça a été fait exprès, mais c'est ainsi. Permettez-moi simplement quand des gens parlent à côté de leur demander de se taire parce qu'on n'entend pas. Je reviens à mes propos. Je pense que mes chers collègues, chacune et chacun d'entre vous a écouté l'explication de Monsieur le Maire de Lattes, troisième commune de la Métropole. Vous vous souvenez tous, puisque nous avons un peu de mémoire, Monsieur le Président, les arguments qui furent les vôtres quand vous vous êtes adressé à Monsieur PEPY sur le devoir pour la Métropole de construire des équipements de mobilité pour desservir la gare.

Je me souviens, et nous nous souvenons tous, et il suffit d'aller dans le Midi Libre pour relire vos propos, vous avez rappelé effectivement que pour vous il ne fallait pas aller vite pour créer ces infrastructures de mobilité puisqu'il n'y avait pas de trains. Je me souviens même que vous avez eu un rendez-vous avec Monsieur le Président PEPY et que ce rendez-vous a été, disons assez direct parce qu'effectivement vous reprochiez à cette gare de ne pas avoir de trains. Naturellement, Monsieur le Président, tout le monde vous disait : « Mais vous savez, c'est rare que dans une gare, il n'y ait pas des trains qui arrivent un jour ou l'autre et il faudrait un petit peu avancer ». Pendant 5 ans, vous avez retardé le dossier de l'extension de la ligne de tramway. Je vous dis aujourd'hui deux choses : c'est qu'aujourd'hui Monsieur le Maire de Lattes dans la souveraineté qui est la sienne et qui figure dans les attendus de ce que nous avons souhaité quand on a créé la Métropole de Montpellier...

Monsieur le Président

Monsieur GRAND, excusez-moi la Métropole, vous étiez contre.

Monsieur Jean-Pierre GRAND

Non, mais après, j'étais pour.

Monsieur le Président

Vous avez fait votre campagne.

Monsieur Jean-Pierre GRAND

Parce que j'étais contre. Arrêtez de dire des bêtises. Je l'ai défendue au Parlement. Arrêtez de dire des bêtises et de mentir. Je vous ai dit que moi, j'étais opposé à une Métropole décidée par décret. J'ai été favorable à une Métropole décidée par les collectivités. C'est ce qui s'est passé. Je vous ai même dit ici dans cet hémicycle que Madame LEBRANCHU m'avait dit : « Jean-Pierre, tu fais une erreur. Tu verras, la Métropole, ce n'est pas le bon format pour Montpellier ».

Monsieur le Président

Il y a des socialistes qui vous tutoient ? Monsieur GRAND, dans vos documents de campagne à Castelnau, vous étiez contre la Métropole. Monsieur GRAND, ne mentez pas s'il vous plaît.

Monsieur Jean-Pierre GRAND

Monsieur le Président, il n'y avait pas eu de débat à l'époque, c'était simplement l'option des 13 communes plus les nôtres. Par simple décret, j'ai été opposé par la brigade.

Monsieur le Président

Vous êtes rattrapé par la volante, rattrapé par la brigade.

Monsieur Jean-Pierre GRAND

Par libre consentement, je suis favorable. Excusez-moi, ne refaites pas l'histoire.

Monsieur le Président

Monsieur GRAND, vous avez été favorable à la Métropole parce que je vous ai fait élire sénateur. Voilà la raison.

Monsieur Jean-Pierre GRAND

J'ai même été favorable à votre Présidence, vous vous rendez compte ?

Monsieur le Président

Voilà la raison, parce que je vous ai fait sénateur.

Monsieur Jean-Pierre GRAND

Monsieur le Président, je voudrais continuer, si on peut s'exprimer dans cet hémicycle.

Monsieur le Président

Il faut dire la vérité aux Français.

Monsieur Jean-Pierre GRAND

Cet hémicycle est le seul moment, le seul lieu où nous pouvons avoir un contact avec l'Administration, avec le Président et avec les élus. Il est inconcevable que les élus que nous sommes ne puissions pas avoir un débat calme, un débat pondéré, un débat presque contradictoire, dans tous les cas un débat éclairé.

Monsieur le Président

Venez-en au fait, je m'endors. Venez-en aux faits.

Monsieur Jean-Pierre GRAND

Un débat qui éclaire les questions que nous sommes en droit de poser. Monsieur le Maire de Lattes vous a posé des questions. Vous avez dit qu'il vous écrive alors que vous aviez très certainement en main une lettre comme celle qu'il vous a envoyée.

Monsieur le Président

Vous parlez au nom du Maire de Lattes maintenant ? Parlez en votre nom s'il vous plaît.

Monsieur Jean-Pierre GRAND

Je parle en mon nom. Monsieur le Président, si on ne hurle pas, si vos groupies ne s'excitent pas, on pourra parler normalement.

Monsieur le Président

Monsieur GRAND, un peu de tenue. Parlez en votre nom puisque là vous représentez que je sache la Ville de Castelnau. Oui ou non ?

Monsieur Jean-Pierre GRAND

Ce n'est pas un scoop.

Monsieur le Président

Ce n'est pas la première adjointe ?

Monsieur Jean-Pierre GRAND

Écoutez, arrêtez. J'ai le droit de m'exprimer. Vous plaisantez !

Monsieur le Président

Alors, exprimez-vous au nom de Castelnau.

Monsieur Jean-Pierre GRAND

On est trois, même quatre avec un collègue de l'opposition.

Monsieur le Président

Expliquez-vous à la place de Monsieur LAFFORGUE.

Monsieur Jean-Pierre GRAND

Écoutez, je vous en prie, ne dites pas n'importe quoi parce que vraiment votre histoire part en vrille.

Monsieur le Président

Ça vous gêne quand on vous dit la vérité.

Monsieur Jean-Pierre GRAND

Monsieur le Président, je voudrais vous dire et je n'irai pas beaucoup plus loin, je voudrais vous dire qu'effectivement, aujourd'hui, quand vous avez découvert que des dizaines de trains allaient arriver, vous vous êtes inquiété. Quand je dis inquiété, vous vous êtes affolé. Naturellement, pour gérer uniquement le week-end de Pâques, vous avez fait n'importe quoi et ce n'importe quoi a un coût. Il a un coût moral vis-à-vis de la Commune de Lattes. Il a un coût vis-à-vis de notre Métropole et de l'ensemble de ses communes. Voilà pourquoi aujourd'hui c'est vrai que vous avez le droit administratif de le faire, mais vous n'avez pas le droit moral et politique de le faire.

Monsieur le Président

Merci. Vous m'avez fait un procès vous aussi et vous reconnaissez que j'ai le droit. Notez greffier. Ce n'est pas possible. Vous déshonorez complètement l'institution métropolitaine et en plus la justice.

Monsieur Jean-Pierre GRAND

Monsieur le Président, nous avons assisté les uns et les autres, et nous en particulier, à de nombreuses réunions publiques présidées par toutes les sensibilités politiques. Je vous avoue que le spectacle que vous offrez à la fois à notre assemblée, mais également au-delà de cet hémicycle est un exemple de ce qu'il ne faut pas faire.

Monsieur le Président

Vous prenez la parole pour dire ça ou vous aviez des choses à dire ? Est-ce que vous avez des choses à dire s'il vous plaît ?

Monsieur Jean-Pierre GRAND

Sur Notre-Dame, la grâce arrive. Monsieur le Président, nous avons voté ou nous allons voter, je ne sais plus, 100 000 euros pour la rénovation et la restauration de Notre-Dame, ça me semble être un geste normal. C'est un geste équilibré et naturellement je me rallie totalement et mes collègues, pareil, à ce que Mesdames et Messieurs les Maires ont décidé. Vous savez, ce que j'aime bien aussi, c'est savoir ce que font les Montpelliérains. Quelle est la générosité des Montpelliérains ?

Monsieur le Président

Vous parlez au nom du Maire de Montpellier, maintenant, après le Maire de Lattes ? Mais présentez-vous aux élections.

Monsieur Jean-Pierre GRAND

Attendez, laissez-moi finir.

Monsieur le Président

Monsieur GRAND, vous savez quoi, il faut avoir un courage terrible pour être candidat à Montpellier.

Monsieur Jean-Pierre GRAND

Je n'ai aucun courage, vous le savez bien.

Monsieur le Président

Mais si, vous avez un courage formidable, vous êtes un guerrier. Inscrivez-vous. Menez la liste.

Monsieur Jean-Pierre GRAND

Je suis gaulliste.

Monsieur le Président

Menez la liste.

Monsieur Jean-Pierre GRAND

J'ai le sens de la République.

Monsieur le Président

Menez la liste et on verra si vraiment vous avez les muscles comme vous les décrivez dans les repas privés.

Monsieur Jean-Pierre GRAND

Laissez-moi finir. Je voulais vous dire que ce qui est intéressant de savoir, c'est quelle est la générosité des Montpelliérains, au-delà de cet hémicycle ? Vous avez pu voir que Monsieur Mohed ALTRAD a pris la décision, pour son groupe, de fournir durant toute la durée des travaux, et ça peut durer longtemps, tous les équipements nécessaires pour faire ces travaux et en particulier les coûteux échafaudages. Je vous demanderais de mesurer qu'il ne s'agit pas là d'une promesse qui ne puisse pas être tenue, puisqu'il s'agit de fournir du matériel au fur et à mesure que les besoins vont s'exprimer dans tout le temps de la construction, dont je voudrais saluer cet acte d'un de nos concitoyens montpelliérains d'une entreprise montpelliéraine, et dont le montant de la participation naturellement va être extrêmement élevé. Naturellement, il lui appartiendra à lui et à son entreprise d'en faire part à l'opinion publique. Merci.

Monsieur le Président

Monsieur GRAND, votre réflexion m'inspire deux choses. D'abord, j'ai lu dans un journal que le contrat des échafaudages de Notre-Dame-de-Paris pour la restauration qui doit durer dix ans avait été attribué à *Europe Échafaudage*. Il y a quand même des marchés publics. Vous félicitez un citoyen qui s'engage à des hauteurs de financement importantes même si c'est du matériel et que ça a un coût, une valeur. Est-ce à dire que pour le paradis, il faut payer beaucoup ? Écoutez, il n'y a pas de dialogue dans les assemblées. Comment faites-vous au Sénat ? Que faites-vous au Sénat ? Faites comme au Sénat. Acceptez de faire une intervention concise, précise, dans laquelle il y a vraiment tous les éléments qui arrivent à fédérer votre pensée.

Monsieur Joël RAYMOND

Monsieur le Président, mes chers collègues, dans le brouhaha général on entend beaucoup de choses et je voudrais revenir sur des propos que vous venez de dire en réponse à Monsieur MEUNIER, comme quoi des élus ont porté plainte pour la réalisation d'une route. Je tiens à vous dire que ceci est faux, c'est une contre-vérité. On n'a jamais porté plainte pour la réalisation d'une route. Je vous remercie.

Le Conseil prend acte de la synthèse des décisions.

Monsieur le Président

Je mets aux voix la délibération. On parlait de Notre-Dame-de-Paris et de l'incendie dramatique. Vous avez quand même fait un certain nombre de digressions qui étaient du plus mauvais goût en cette circonstance difficile. Je passerai sur la qualité morale des interventions qui doit en choquer plus d'un de ceux qui nous regardent à la télévision. Je propose que par cette délibération la Métropole participe à la souscription nationale pour la réhabilitation et la reconstruction de la cathédrale de Paris à hauteur de 100 000 euros. Monsieur REVOL, vous vouliez prendre la parole sur ce sujet. Allez-y.

Monsieur René REVOL

Puisque tout à l'heure, j'étais intervenu sur les décisions, je n'avais pas compris que le débat portait sur également la cathédrale. Comme je ne pouvais pas être présent à la réunion tout à l'heure avec les Maires, je voudrais donner ma position. Je suis athée et libre penseur depuis mon adolescence et un profond admirateur des cathédrales que je visite régulièrement. Je respecte parfaitement ceux qui vont dans ces cathédrales pour honorer Dieu, ce n'est pas mon cas et quand j'y vais, j'ai une grande admiration pour le génie humain. En conséquence, nous avons tous été frappés par ce qui s'est passé lundi soir.

Il est évident qu'il faut qu'on se mobilise tous pour la restauration de Notre-Dame qui fait partie du patrimoine de notre pays et ça me paraît essentiel. C'est pour ça que je voterai cette délibération, même si je comprends certains de mes concitoyens qui m'ont dit dans la journée : « On a trouvé en une journée 1 milliard pour Notre-Dame-de-Paris, ce serait très bien si on pouvait trouver en une journée 1 milliard pour les misérables ». Je pense que cette remarque est pertinente, mais cela ne doit pas nous empêcher de participer à cette œuvre de solidarité. Je voterai pour cette délibération.

M. C. COUR entre en séance.

Monsieur le Président

Monsieur REVOL, la laïcité à la française, c'est la définition d'Aragon "Celui qui croit au Ciel et celui qui n'y croit pas. Tous ceux-là sont des citoyens français". C'est bien de le rappeler et je vous remercie par votre intervention de l'avoir rappelé parce qu'il y en a qui confondent tout dans le terme de laïcité. Je reformule ma proposition. Je vous propose donc que la Métropole participe à l'effort national pour la reconstruction de Notre-Dame-de-Paris à hauteur de 100 000 euros. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée à l'unanimité. Je vous en remercie.

A l'issue d'un vote à main levée, la délibération relative à l'affaire 67 est adoptée à l'unanimité.

Pour : 87 voix.

AFFAIRE N° 1 : TRANSPORTS ET MOBILITÉ – PARTICIPATION À L'APPEL À PROJETS « H2 MOBILITÉS 2019 »

Mme A. BRISSAUD entre en séance.

M. G. BALAZUN (avec le pouvoir de M. A. MOYNIER), M. C. MEUNIER (avec le pouvoir de Mme C. DONADA) et M. J. VERA sortent de séance.

Monsieur le Président

La parole est au Vice-Président chargé des transports et de la mobilité, Jean-Pierre RICO.

Monsieur Jean-Pierre RICO

Monsieur le Président, mes chers collègues, l'appel à projets « H2 MOBILITÉS 2019 » de l'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie s'inscrit dans le cadre du plan de déploiement de l'hydrogène pour la transition énergétique annoncée le 1^{er} juin 2019. Il mobilise les financements du grand emprunt, programme d'investissement d'avenir. Cet appel à projets vise à favoriser la définition d'un écosystème de mobilité hydrogène sur une zone, un territoire ou un espace géographique donné, sur lequel s'organisent simultanément une logistique de production et de distribution d'hydrogène par électrolyse, procédé valorisant de la biomasse ou du biogaz, mais aussi source locale d'hydrogène coproduite par l'électrolyse, ainsi que les usages locaux de véhicules de transport, de personnes ou de marchandises, véhicules légers, utilitaires, camions, navettes fluviales, bateaux, engins logistiques, bus, etc. L'objectif de l'appel à projets est d'accompagner les investissements permettant la mise en œuvre opérationnelle d'écosystèmes de mobilité organisés autour de l'hydrogène, ceux dédiés aux investissements de production d'hydrogène destinés à alimenter les stations de distribution et de l'écosystème de mobilité ainsi que les véhicules qui y sont associés.

Montpellier Méditerranée Métropole a engagé les réflexions avec l'exploitant du réseau de transport TaM délégataire. Une hypothèse de mobilisation pourrait être envisagée à partir des enjeux de production photovoltaïque d'électrolyse et de stockage sous forme d'hydrogène. En effet, la solution de stockage de l'énergie électrique sous forme d'hydrogène apparaît comme une piste intéressante, comme modalité de production affectée aux pics de demande d'énergie électrique, pour transformer les surplus de production électrique notamment photovoltaïque. Un dispositif d'injection d'hydrogène dans le réseau gaz de GRDF, pour les besoins domestiques ou pour alimenter le réseau de desserte bus de la Métropole peut être une solution à mettre en œuvre. Ce dispositif pourrait être déployé sur les centres techniques de TaM existants, le dépôt, Les Hirondelles, ou La jeune Parque, ou le futur centre technique dans le cadre de la ligne numéro 5.

Il est proposé au Conseil de formaliser la candidature de Montpellier Méditerranée Métropole avec son opérateur de transport TaM à l'appel à projets « H2 MOBILITÉ 2019 ».

Monsieur le Président

Merci beaucoup, Jean-Pierre RICO. Qui demande la parole sur ce sujet ?

Monsieur René REVOL

Je me félicite du fait qu'on réponde à ce projet, parce qu'effectivement l'utilisation d'hydrogène est quelque chose d'avenir, non pas à court terme, mais à moyen terme, et ça suppose une réflexion qui va au-delà parfois de nos mandatures pour pouvoir l'installer.

Il faut s'en féliciter. Il faut savoir que dans ce type de "carburant", si je puis dire, il nous faudra établir des centrales à hydrogène et il faudra les installer quelque part. La Ville de Grabels a déjà signifié qu'elle était prête à se mobiliser pour que sur ces 16 km², dont 13 km² d'espaces naturels ou d'activité, on puisse installer cette centrale à hydrogène. Je pense qu'il faudra réfléchir au niveau de la Métropole, les meilleurs endroits où ils peuvent être installés, mais ça va être indispensable et ce sont vraiment des investissements à long terme. Il faut planifier ça pour les dix à quinze ans qui viennent avec méthode. C'est tout pour me féliciter de cette décision.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur REVOL.

M. J-P. GRAND sort définitivement de séance donnant pouvoir à M. T. DEWINTRE.

Monsieur Joël RAYMOND

Monsieur le Président, mes chers collègues, je n'ai pas de remarque particulière sur la délibération, simplement une question à Monsieur le Vice-Président. Les mobilités évoluent, elles évoluent vite sous différentes formes, sous différents éléments pour propulser tout type de véhicule. Je me souviens en 2015 avoir délibéré sur le déploiement des bornes électriques sur la Métropole avec je crois 70 ou 80 points dans le développement de ces bornes. Aussi ma question ce soir, c'est de savoir où en est le déploiement ? Est-ce qu'il est possible d'avoir une note synthétique ? Qu'est-ce qu'on répond à nos administrés qui demandent cet équipement dans nos communes ? Je vous remercie.

Monsieur Jean-Pierre RICO

Le déploiement des 66 bornes électriques est effectif à ce jour sur l'intégralité du territoire de la Métropole selon le plan qui avait été défini précédemment. S'il y a des communes qui souhaitent installer de nouvelles stations électriques de ce type, il suffit de nous faire remonter l'information et nous les traiterons en fonction.

Monsieur le Président

Vous en voulez une à Montaud ?

Monsieur Joël RAYMOND

Intervention hors micro

Monsieur le Président

Donc, Monsieur RICO, vous notez la demande du Maire de Montaud. On regarde si on peut la satisfaire au plus tôt. Je mets aux voix l'hydrogène. Contre ? Abstention ?

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : Mme Véronique PEREZ.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 82 voix.

AFFAIRE N° 2 : HORS COMMISSION – PARTICIPATION À L'APPEL À PROJETS « CAPITALE EUROPÉENNE DE L'INNOVATION »

Monsieur le Président

Dans l'affaire numéro 2, il s'agit de proposer que la Métropole participe à l'appel à projets « Capitale Européenne de l'Innovation ». D'autres villes bien sûr ont été capitales de l'innovation. Le thème que nous avons choisi, c'est la santé et le bien-être. Nous avons beaucoup d'arguments à faire valoir sur ce point. La Métropole peut être primée, j'espère en 1^{er} prix, mais si elle ne l'a pas, elle sera primée dans les premiers, je le souhaite. En tout cas, pour nous, c'est une bonne chose que de participer à cet appel à projets. Le premier prix, c'est 1 million d'euros. Qui demande la parole ? Je mets aux voix. Contre ? Abstention ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix.

AFFAIRE N°3 : PLANIFICATION ET AMÉNAGEMENT DURABLES DU TERRITOIRE, FONCIER – ÉLABORATION DU RÈGLEMENT LOCAL DE PUBLICITÉ INTERCOMMUNAL (RLPI) DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE – DÉBAT SUR LES ORIENTATIONS DU RLPI

Monsieur le Président

Ce règlement a été proposé aux 31 Maires et a recueilli l'unanimité parmi les Maires. Il a été composé et créé avec eux. Il s'agit dans le cadre du Règlement Local de Publicité Intercommunal de Montpellier Méditerranée Métropole de ces orientations. Une modification de rédaction de la délibération est proposée à l'Assemblée pour apporter la précision suivante, les éléments nécessaires à la tenue du débat sur les orientations du plan ont été transmis aux 31 communes. La Conférence des Maires, réunie le 19 février, a notamment permis aux Maires d'échanger et de débattre sur ces orientations. 28 communes ont d'ores et déjà débattu, une commune l'a programmé en mai. Pour les deux autres, ce débat est réputé avoir été tenu. Il est donc proposé au Conseil de prendre acte de ce règlement et de la publicité qui a été faite dans les communes. Qui demande la parole ? Il n'y a pas de vote. Il faut prendre acte.

Le Conseil prend acte de la transmission aux élus du projet de la délibération et du document relatif aux orientations du Règlement Local de Publicité Intercommunal et de la tenue du débat.

AFFAIRE N° 4 : « PLANIFICATION ET AMÉNAGEMENT DURABLES DU TERRITOIRE, FONCIER – VILLE DE MONTPELLIER – MODIFICATION N° 12 DU PLAN LOCAL D'URBANISME – APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire suivante, il s'agit de la Ville de Montpellier – Modification du Plan Local d'Urbanisme. Qui demande des précisions sur cette affaire. Je mets aux voix. Contre ? Abstention ?

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Renaud CALVAT, M. Eric PENSO, Mme Stéphanie JANNIN, M. Jean-Marc LUSSERT, M. Eric PETIT, M. Philippe SAUREL, M. Jean-Luc SAVY, M. Noël SEGURA.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 75 voix.

AFFAIRE N° 5 : PLANIFICATION ET AMÉNAGEMENT DURABLES DU TERRITOIRE, FONCIER – DÉCLARATION DE PROJET VALANT MISE EN COMPATIBILITÉ DU PLU DE LA COMMUNE DE PIGNAN – PÔLE OLÉICOLE – ADOPTION

MM. J. VERA, Y. PELLET et C. MEUNIER (avec le pouvoir de Mme C. DONADA) entrent en séance.

Monsieur le Président

Dans l'affaire numéro 5, il s'agit de la déclaration de projet valant mise en compatibilité du PLU de la Commune de Pignan. Il s'agit du pôle oléicole. Qui demande la parole ?

Madame Michelle CASSAR

Monsieur le Président, je voulais vous dire toute ma satisfaction de voir ce projet enfin aboutir. C'est vrai que c'est un projet qui date de plusieurs années et lors de votre venue à une Fête de l'olive, il y a, je crois, 3 ans de cela, vous aviez annoncé publiquement que vous souteniez à fond ce projet. Ce soir, je me fais simplement le porte-parole du Président de la Cave oléicole.

C'est vrai que ce projet, est très intéressant puisqu'il concerne non seulement la délocalisation sur un site plus adapté de la cave de Pignan, mais c'est également la création d'un point de vente de produits et enfin la création d'un verger d'oliviers pédagogique qui servira aux écoliers de toute la Métropole, et pas seulement de Pignan. Le Président de la Cave oléicole vous a adressé un courrier, il y a plusieurs mois de cela, et vous demandant une aide financière, bien sûr, pour ce projet qui s'évalue à hauteur de 900 000 euros. Il a sollicité également la Région. N'ayant pas de réponse, il a relancé votre secrétariat en début de semaine. Il a demandé un rendez-vous à la Vice-Présidente à la délégation Agroécologie et alimentation et il m'a appelée juste avant le début de ce Conseil pour me dire qu'il avait eu quelqu'un des services de la Métropole qui lui avait dit que la Métropole n'ayant pas la compétence, elle ne pouvait octroyer une subvention.

Je suis très étonnée puisque ça concerne effectivement l'agroécologie et l'alimentation et que c'est bien dans une démarche agroenvironnementale que s'inscrit ce projet. La subvention que pourrait octroyer la Région est conditionnée à l'octroi d'une subvention par la Métropole. Ne serait-ce que 10 euros m'a-t-il dit suffiraient à débloquer une aide de la Région. Je fais appel à vous, Monsieur le Président, pour que vous donniez une réponse favorable. Je vois le DGS qui fait non, mais je veux dire, c'est bien la délégation. On fait la Fête de l'olive qui a lieu à Pignan chaque année, c'est bien une manifestation qui se fait en partenariat avec les services de la Métropole. Je ne comprends pas qu'on puisse répondre que ça n'est pas la compétence de la Métropole. S'il suffit de verser 10 euros, c'est sûr que ce n'est pas la cathédrale de Notre-Dame, mais 10 euros pour la Cave oléicole de Pignan, ça permettrait de débloquer au moins une aide. Bien sûr, 10 euros, c'est peu et je compte sur vous, Monsieur le Président, pour que la Cave oléicole puisse bénéficier d'une aide conséquente. Merci.

Monsieur le Président

Madame le Maire de Pignan, c'est vrai qu'il y a trois ans, je suis venu à la Fête de l'olive à Pignan et j'ai annoncé publiquement que vous alliez pouvoir réaliser le pôle oléicole alors qu'il n'était pas installé sur le Plan Local d'Urbanisme, qu'il fallait modifier un certain nombre de règlements pour pouvoir l'installer. Je parle sous votre contrôle. Je vous remercie d'avoir fait l'introduction de votre propos parce que quand je vous vois heureuse, je suis heureux. C'est simple. Ensuite, pour ce qui est de la subvention, ça m'étonnerait que Madame FOURCADE ait répondu ça. Moi, je ne vous aurais jamais répondu ça. Ce n'est pas les compétences, ici et là. Un fonctionnaire de la Métropole, quelqu'un qui est proche du cousin de la tatie, du tonton, d'un mec qui travaille à la Métropole, ce sont des bruits. Alors, Madame FOURCADE va vous répondre, vous comprenez, parce qu'il vaut mieux aller au bon Dieu qu'à Ses saints.

Madame Mylène FOURCADE

Bonsoir, Monsieur le Président. Je n'ai été saisie d'aucune demande de rendez-vous de la part de cette personne, que je connais. Je suis désolée de vous répondre, Madame la Maire de Pignan, que je n'ai pas eu de demande de rendez-vous. Je ne manque pas de répondre, en recevant les demandes qui me sont faites à mon bureau à la Métropole, sinon au moins en répondant par courrier quand je suis saisie. Il y a eu une erreur. Je vais vérifier auprès des services ce qui s'est passé, mais dans tous les cas je n'ai pas été saisie d'une demande de rendez-vous par cette personne. Après, si c'est une subvention à cette hauteur, effectivement Monsieur le Président, c'est symbolique, mais je ne peux pas vous en dire plus, je n'ai pas reçu cette personne.

Monsieur le Président

Les subventions symboliques n'existent pas. Elle vous a fait miroiter. Je la connais, Madame CASSAR, depuis longtemps. Je la connais quand elle était secrétaire du groupe majoritaire au Conseil départemental et qu'elle était avec Monsieur MESQUIDA qui était président du groupe. Je la connais depuis longtemps, Madame CASSAR, avant qu'elle soit Maire de Pignan. On jouait au tennis ensemble avec Madame CASSAR, parce qu'on a eu le même classement elle et moi, on était 15/3 tous les deux. Ce n'est pas vrai ?

Madame Michelle CASSAR

Monsieur le Président, simplement pour dire que je n'ai pas mis en cause Mylène FOURCADE. Attention, justement Monsieur TEULADE, le Président de la Cave oléicole a appelé le secrétariat de Mylène FOURCADE, il n'a pas eu Mylène FOURCADE. Ce n'est pas elle qui lui a répondu cela. Rendons à César ce qui appartient à César.

Monsieur le Président

D'accord. Madame FOURCADE, on va voir ça, elle va débrouiller ça.

Madame Michelle CASSAR

Avec donc une subvention conséquente...

Monsieur le Président

Vous voyez ? Je vous l'avais dit. Je mets aux voix l'affaire 5. Contre ? Abstention ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 87 voix.

AFFAIRE N° 6 : PLANIFICATION ET AMÉNAGEMENT DURABLES DU TERRITOIRE, FONCIER – MODIFICATION DU PLAN LOCAL D'URBANISME DE LA COMMUNE DE LATTES – MOTIVATIONS DE L'OUVERTURE À L'URBANISME PARTIELLE DE LA ZONE AU10 DU « FONT DE LA BANQUIÈRE » – APPROBATION

Monsieur le Président

Madame GALABRUN-BOULBES vous propose la modification du Plan Local d'Urbanisme de Lattes. Il s'agit de la motivation de l'ouverture de l'urbanisation partielle de la zone AU10 du « Font de la Banquière ». Il s'agit de l'approbation. Qui demande la parole ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Abstention de Monsieur FOURCADE. Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Renaud CALVAT, M. Eric PENO, Mme Stéphanie JANNIN, M. Jean-Marc LUSSERT, Mme Chantal MARION, M. Cyril MEUNIER, Mme Carole DONADA, M. Eric PETIT, M. Philippe SAUREL, M. Jean-Luc SAVY, M. Noël SEGURA.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 75 voix.

Abstention : 1 voix.

S'est abstenu : M. Jean-Noël FOURCADE.

AFFAIRE N° 7 : PLANIFICATION ET AMÉNAGEMENT DURABLES DU TERRITOIRE, FONCIER – COMMUNE DE SAINT GENIÈS DES MOURGUES – MODIFICATION N° 1 DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) – APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire numéro 7, il s'agit de la Commune de Saint Geniès des Mourgues et de la modification n° 1 du Plan Local d'Urbanisme. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 87 voix.

AFFAIRE N° 8 : PLANIFICATION ET AMÉNAGEMENT DURABLES DU TERRITOIRE, FONCIER – MODIFICATION DES PÉRIMÈTRES DÉLIMITES DES ABORDS (PDA) DE L'EGLISE SAINT-JEAN-BAPTISTE ET DU CASTELLAS – COMMUNE DE MURVIEL-LES-MONTPELLIER – AVIS SIMPLE

Monsieur le Président

Affaire 8, modification des périmètres délimités des abords de l'église Saint-Jean-Baptiste et du Castellas à Murviel-lès-Montpellier. Qui demande des précisions sur ce sujet ? Je vous rappelle la règle, les édifices classés ou protégés bénéficient d'un périmètre de protection qui est souvent de 500 mètres en périphérie du monument. Par délibération, on peut modifier cela. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 87 voix.

AFFAIRE N° 9 : PLANIFICATION ET AMÉNAGEMENT DURABLES DU TERRITOIRE, FONCIER – PROJET URBAIN PARTENARIAL (PUP) LA PROMENADE DES COSTES – HECTARE – COMMUNE DE SAINT GENIÈS DES MOURGUES – CONVENTION DE PUP ET CONVENTION DE REVERSEMENT A LA COMMUNE – APPROBATION ET AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 9, projet urbain partenarial *La Promenade des Costes*, Commune de Saint-Geniès-des-Mourgues. Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 87 voix.

AFFAIRE N° 10 : PLANIFICATION ET AMÉNAGEMENT DURABLES DU TERRITOIRE, FONCIER – PROJET URBAIN PARTENARIAL (PUP) COULEURS DE PAYS – COMMUNE DE SAUSSAN – CONVENTION DE PUP ET CONVENTION DE REVERSEMENT À LA COMMUNE – APPROBATION ET AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 10, projet urbain partenarial *Couleurs de pays*, Commune de Saussan. Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 87 voix.

AFFAIRE N° 11 : PLANIFICATION ET AMÉNAGEMENT DURABLES DU TERRITOIRE, FONCIER – PROJET URBAIN PARTENARIAL (PUP) ÎLOT FAVAN – URBIS RÉALISATIONS – COMMUNE DE BAILLARGUES – CONVENTION DE PUP ET CONVENTION DE REVERSEMENT À LA COMMUNE – APPROBATION ET AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 11, projet urbain partenarial sur l'Ilot Favan, Urbis, Commune de Baillargues. Contre ? Abstention ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 87 voix.

AFFAIRE N° 12 : LOGEMENT – DÉLÉGATION DE COMPÉTENCE D'ATTRIBUTION DES AIDES À LA PIERRE – AVENANTS AUX CONVENTIONS SIGNÉES AVEC L'ÉTAT ET L'AGENCE NATIONALE DE L'HABITAT POUR L'ANNÉE 2019 – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

12, délégation de compétence d'attribution des aides à la pierre, avenants aux conventions signées avec l'État et l'Agence Nationale de l'Habitat. Pas de demande d'intervention ? Je mets aux voix. Contre ? Abstention ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 87 voix.

AFFAIRE N° 13 : LOGEMENT – MISE EN ŒUVRE DE LA DÉLÉGATION DE COMPÉTENCE DE L'ÉTAT D'ATTRIBUTION DES AIDES À LA PIERRE – APPROBATION DE LA PROGRAMMATION DU LOGEMENT SOCIAL PUBLIC POUR L'ANNÉE 2019

Monsieur le Président

Affaire suivante, affaire 13, mise en œuvre de la délégation de compétence de l'État d'attribution d'aide à la pierre. Contre ? Abstention ?

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Renaud CALVAT, M. Eric PENSO, M. Gérard CASTRE, M. Robert COTTE, Mme Véronique DEMON, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Stéphanie JANNIN, Mme Chantal LÉVY-RAMEAU, M. Jean-Marc LUSSERT, M. Cyril MEUNIER, Mme Carole DONADA, Mme Patricia MIRALLES, M. Yvon PELLET, M. Eric PETIT, M. Philippe SAUREL, M. Jean-Luc SAVY, M. Noël SEGURA, M. Sauveur TORTORICI, M. Rabii YOUSSEF.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 68 voix.

AFFAIRE N° 14 : LOGEMENT – INTERVENTION DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE EN FAVEUR DU LOGEMENT SOCIAL – GARANTIES D'EMPRUNTS – RÉGLEMENT INTÉRIEUR – DÉLIBÉRATION N° 13266 DU 30 SEPTEMBRE 2015 – MODIFICATION

Monsieur le Président

14, intervention de Montpellier Méditerranée Métropole en faveur du logement social, il s'agit des garanties d'emprunts. Contre ? Abstention ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 87 voix.

AFFAIRE N° 15 : LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 31 LOGEMENTS SOCIAUX À MONTPELLIER ET SAINT JEAN DE VÉDAS – ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS À L’OFFICE PUBLIC DE L’HABITAT ACM HABITAT – CONVENTIONS – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 15, construction de 31 logements sociaux à Saint Jean de Védas. Il s’agit d’ACM Habitat.
Contre ? Abstention ?

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Gérard CASTRE, M. Robert COTTE, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Chantal LÉVY-RAMEAU, Mme Patricia MIRALLES, M. Philippe SAUREL, M. Jean-Luc SAVY.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 80 voix.

AFFAIRE N° 16 : LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 726 LOGEMENTS SOCIAUX – GARANTIE GLOBALE DES EMPRUNTS MOBILISÉS PAR L’OFFICE PUBLIC DE L’HABITAT DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE AUPRÈS DE LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 16, construction de 726 logements sociaux, garantie globale des emprunts mobilisés par l’Office Public de l’Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole auprès de la Caisse des Dépôts.
Contre ? Abstention ?

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Gérard CASTRE, M. Robert COTTE, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Stéphanie JANNIN, Mme Chantal LÉVY-RAMEAU, Mme Patricia MIRALLES, M. Philippe SAUREL, M. Jean-Luc SAVY.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 79 voix.

AFFAIRE N° 17 : LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 6 LOGEMENTS SOCIAUX – RÉSIDENCE « PARC SAINT-ANDRÉ » – AVENUE ÉTIENNE MEHUL – MONTPELLIER – GARANTIE D’EMPRUNTS À LA SA D’HLM PATRIMOINE LANGUEDOCIENNE – CONVENTION – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 17, construction de 6 logements sociaux, résidence « Parc Saint-André », avenue Étienne Méhul à Montpellier. Contre ? Abstention ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 87 voix.

AFFAIRE N° 18 : LOGEMENT – CONVENTION-CADRE FDI SACICAP – MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE – INTERVENTIONS SUR LES COPROPRIÉTÉS – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 18, convention cadre FDI SACICAP, Montpellier Méditerranée Métropole, interventions sur les copropriétés. Contre ? Abstention ?

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Véronique DEMON, Mme Chantal LÉVY-RAMEAU, M. Yvon PELLET, M. Noël SEGURA.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 83 voix.

AFFAIRE N° 19 : LOGEMENT – OPÉRATION « RÉNOVER POUR UN HABITAT DURABLE ET SOLIDAIRE » 2013-2018 – ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS POUR LA RÉHABILITATION DE 55 LOGEMENTS SITUÉS DANS DIVERSES COMMUNES DE LA MÉTROPOLE – AUTORISATION DE SIGNATURE – DÉLIBÉRATION N° M2019-71 DU 21 FÉVRIER 2019 – MODIFICATION

M. J. MALEK sort de séance.

Monsieur le Président

19, opération « Rénover pour un habitat durable et solidaire » 2013-2018, attribution de subventions.
Contre ? Abstention ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix.

AFFAIRE N° 20 : DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET RECHERCHE, INNOVATION, ARTISANAT – CONVENTION DE PARTENARIAT DE RECHERCHE ET DE DÉVELOPPEMENT AVEC CEREMA – MODÉLISATION OPEN SOURCE – APPROBATION – AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme P. MIRALLES sort de séance ;

M. R. REVOL sort définitivement de séance donnant pouvoir à Mme C. JABADO ;

MM. J. MALEK et G. BALAZUN (avec le pouvoir de M. A. MOYNIER) entrent en séance.

Monsieur le Président

Affaire 20, Madame MARION vous propose la convention de partenariat, de recherche et de développement, avec Cerema, modélisation Open source. Je vais demander à Madame MARION en introduction de ses affaires de prendre la parole sur notamment le MICC, c'est-à-dire les industries culturelles et créatives qui constituent désormais un pan important de l'activité économique de la Métropole.

Madame Chantal MARION

Merci, Monsieur le Président et chers collègues. Effectivement, il se passe depuis le début de la semaine un événement très important sur la Métropole de Montpellier, c'est le MICC 2, c'est-à-dire Montpellier Industries Culturelles et Créatives 2. L'année dernière déjà, il y avait le MICC 1. Vous le savez, les industries culturelles et créatives sont très importantes sur la Métropole tant au niveau développement économique qu'au niveau culturel. Effectivement, Monsieur le Président déjà vous aviez l'idée au niveau de l'EAI, en tant qu'urbaniste entre autres, mais également en tant qu' élu, et très intéressé par tout ce qui touche le cinéma et la vidéo, d'installer un lieu phare sur la Ville de Montpellier. C'est sur l'EAI que l'on a installé ce qu'on appelle cette Cité Créative, entre autres, qui est un véritable cluster pour la Ville de Montpellier et pour la Métropole.

C'est-à-dire que nous regroupons non seulement de la formation avec l'ESMA, mais également des start-up, des entreprises et des grands groupes. À partir de ce lieu, l'année dernière, au niveau de la Halle Tropisme, a eu lieu le MICC1. Ce MICC1 a rassemblé des start-up, des entreprises. Il y avait 30 événements et on a chiffré à peu près 1 300 participants. Cette année, on a fait le MICC 2 et Monsieur le Président, toute la semaine je suis allée un peu à droite et à gauche, sur toutes les manifestations, de 30 événements nous sommes passés à 50 événements, et on a chiffré à peu près 2 000 participants. C'est ouvert à l'international. Nous avons de grandes pointures qui sont venues du Canada, des États-Unis, de la Belgique. Le *Game Jam* qui existe déjà depuis très longtemps qui a eu lieu dans la salle Pelloutier a rassemblé 150 étudiants qui sont venus de la France entière et de la Belgique également. On a refusé 50 inscriptions, Monsieur le Président. L'année prochaine, il faudra trouver un autre endroit. Il faut déjà anticiper.

Cette année a eu lieu un autre Hackathon, c'est le Hackathon du musée Fabre. C'est-à-dire que la Culture a proposé justement à des étudiants et à des startupers et des entrepreneurs de proposer des vidéos et un Hackathon, ce qui n'avait jamais été fait nulle part. Ceci a été évidemment très apprécié. Cet après-midi a eu lieu une conférence à la salle Rabelais, une conférence qui était extraordinaire, il y avait des peintures, qui venaient du monde entier, qui ont participé à des tables rondes, et chacun ne savait pas avec qui il allait faire la table ronde. Se sont mêlés des graphistes, des vidéos, des gens qui créent des films en 3D et d'animation. Demain, il y a la clôture du MICC qui a lieu à la halle tropisme, on a rassemblé vraiment, et je voulais remercier les services qui ont travaillé là-dessus, et toutes les personnes qui ont répondu présentes. Avait lieu en même temps le *Spring Summer* qui a été aussi énorme. Il est tourné sur deux jours et ils m'ont proposé l'année prochaine de le réitérer. Ils ont remercié d'ailleurs la Métropole qui est un partenaire non seulement financier, mais collaboratif. La Région était absente, donc nous étions présents, et ils ont décidé de faire plusieurs jours l'année prochaine vu l'ampleur du sujet. Le sujet étant justement l'humain au sein du numérique. Il y a le projet Hulk qui a été présenté, mais également le projet E-Santé toute la journée. Voilà ce que c'est que le MICC, et je vous promets que l'année prochaine, ce sera encore un événement très important pour la Métropole.

Monsieur le Président

Merci, Madame MARION. Merci beaucoup. Qui demande la parole ? Je mets aux voix l'affaire numéro 20. Contre ? Abstention ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 88 voix.

AFFAIRE N° 21 – DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET RECHERCHE, INNOVATION, ARTISANAT – PARTENARIAT ENTRE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE ET BPIFRANCE EN FAVEUR DE L'ENTREPRENEURIAT DANS LES QUARTIERS PRIORITAIRES DE LA VILLE – AVENANTS AUX CONVENTIONS 2018 ET 2019 CONCLUES AVEC L'AGENCE FRANCE ENTREPRENEUR (AFE) – APPROBATION – AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme S. KERANGUEVEN sort de séance.

Monsieur le Président

Affaire 21, partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et Bpifrance en faveur de l'entrepreneuriat dans les quartiers prioritaires de la Ville. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée à l'unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 87 voix.

AFFAIRE N° 22 – DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET RECHERCHE, INNOVATION, ARTISANAT – MONTPELLIER CAPITAL SANTÉ – FONDATION POUR LA RECHERCHE MÉDICALE (FRM) – SOIRÉE DES LAURÉATS LE 13 MAI 2019 – CONVENTION DE PARTENARIAT – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 22, je connais une petite fille de la Métropole. Elle regarde tous les Conseils de Métropole. Chaque fois qu'elle me rencontre après, elle me fait un compte rendu de tous les Conseils avec son langage. Elle rigole tout le temps quand elle m'en parle. C'est bien. Quand on fait sourire les enfants, c'est qu'il reste quand même une trame de vie pleine, de pleine vie, de vie pure. Il reste un peu d'énergie de base. Ça fait du bien. Le rire des enfants, ça fait du bien. Ça régénère. J'aimerais que certains prennent exemple sur les petits. Ça leur donnerait une cure de jouvence gratuite, sans prendre

de médicaments. Ils n'ont qu'à regarder les enfants et essayer de faire pareil. Ça leur évite de prendre des médicaments.

Montpellier Capital Santé, Fondation pour la recherche. Contre ? Abstention ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 87 voix.

AFFAIRE N° 23 : DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET RECHERCHE, INNOVATION, ARTISANAT – MONTPELLIER CAPITAL SANTÉ – PACTE MÉTROPOLITAIN D'INNOVATION – MISSION À PHILADELPHIE – PARTICIPATION AU SALON BIO INTERNATIONAL CONVENTION DU 2 AU 6 JUIN 2019 – APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 23, Capital Santé, Pacte Métropolitain d'Innovation, mission à Philadelphie. Contre ? Abstention ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 87 voix.

AFFAIRE N° 24 : DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET RECHERCHE, INNOVATION, ARTISANAT – CITE INTELLIGENTE – CHAIRE INTERNATIONALE SUR LES USAGES ET PRATIQUES DE LA VILLE INTELLIGENTE – MISSION INSTITUTIONNELLE – PARTICIPATION AU WORKSHOP DE LANCEMENT À MONTRÉAL DU 21 AU 26 MAI 2019 – APPROBATION

Monsieur le Président

24, Cité Intelligence, chaire internationale sur les usages et les pratiques de la Ville intelligente, mission institutionnelle, participation au workshop de lancement à Montréal. Contre ? Abstention ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 87 voix.

AFFAIRE N° 25 : RELATIONS INTERNATIONALES, TOURISMES, PARC D'ACTIVITÉS – PROJET DE ZONE D'AMÉNAGEMENT CONCERTÉ (ZAC) DE LA LAUZE EST – COMMUNE DE SAINT JEAN DE VÉDAS – DÉFINITION DES ENJEUX ET DES OBJECTIFS, DU PÉRIMÈTRE D'INTERVENTION, DU PROGRAMME ET DU BILAN FINANCIER PRÉVISIONNEL DE L'OPÉRATION D'AMÉNAGEMENT – APPROBATION – AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme M. BODKIN (avec le pouvoir de M. G. PASTOR) sort de séance.

Monsieur le Président

25, projet de Zone d'Aménagement Concerté de la Lauze Est, Commune de Saint Jean de Védas. Il s'agit de définir les enjeux et les objectifs du périmètre d'intervention du programme et du bilan financier. Pas de demande d'intervention ? Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix.

AFFAIRE N° 26 : RELATIONS INTERNATIONALES, TOURISMES, PARC D'ACTIVITÉS – CONCESSION D'AMÉNAGEMENT DU PROJET DE PARC D'ACTIVITÉS DE LA LAUZE EST – COMMUNE DE SAINT JEAN DE VÉDAS – DÉSIGNATION DE LA SA3M EN QUALITÉ DE CONCESSIONNAIRE – APPROBATION – AUTORISATION DE SIGNATURES

Monsieur le Président

26, concession d'aménagement, projet de parc d'activités de la Lauze Est, Commune de Saint Jean de Védas, désignation de la SA3M en qualité de concessionnaire. Pas de demande d'intervention ? Contre ? Abstention ?

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Renaud CALVAT, M. Eric PENSO, M. Jean-Marc LUSSET, M. Cyril MEUNIER, Mme Carole DONADA, M. Eric PETIT, M. Philippe SAUREL, M. Jean-Luc SAVY, M. Noël SEGURA.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 76 voix.

AFFAIRE N° 27 : FINANCES – TROPHÉE DES LEADERS DE LA FINANCE 2019 – DÉPLACEMENT À PARIS – REMBOURSEMENT DES FRAIS – AUTORISATION

M. A. LARUE (avec le pouvoir de M. P. DUDIEUZERE) et Mme I. MARSALA sortent de séance.

Monsieur le Président

Affaire 27, Trophée des Leaders de la Finance 2019. La parole est à Max LEVITA.

Monsieur Max LEVITA

Monsieur le Président, mes chers collègues, je vous demande l'autorisation d'un déplacement à Paris, pour moi-même, accompagné de Monsieur Vincent DOMEIZEL, afin de nous rendre à la cérémonie organisée par le Groupe Leaders, qui nous a d'ailleurs récompensés. Je n'y suis pas allé pour rien, Monsieur le Président. La Métropole de Montpellier a reçu le trophée d'argent pour la qualité de la finance et de sa gestion. Je vous la remets, Monsieur le Président.

Monsieur le Président

Je la dédie à Monsieur LEVITA. Je mets aux voix. Contre ? Abstention ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 82 voix.

AFFAIRE N° 28 – FINANCES – PROCÈS-VERBAL COMPTABLE CONSTATANT LE TRANSFERT EN PLEINE PROPRIÉTÉ DES BIENS DU DÉPARTEMENT DE L'HÉRAULT NÉCESSAIRES À L'EXERCICE DES COMPÉTENCES DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE – APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 28, procès-verbal comptable constatant le transfert en pleine propriété des biens du Département de l'Hérault nécessaires à l'exercice des compétences de la Métropole. Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 82 voix.

AFFAIRE N° 29 – FINANCES – PROCÈS-VERBAL COMPTABLE CONSTATANT LE TRANSFERT EN PLEINE PROPRIÉTÉ DES BIENS MIS INITIALEMENT À DISPOSITION PAR LA COMMUNE DE MONTFERRIER-SUR-LEZ NÉCESSAIRES À L'EXERCICE DES COMPÉTENCES DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE – APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire suivante, procès-verbal comptable constatant le transfert en pleine propriété des biens mis initialement à disposition par la Commune de Montferrier-sur-Lez. Contre ? Abstention ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 82 voix.

AFFAIRE N° 30 – FINANCES – PROCÈS-VERBAL COMPTABLE CONSTATANT LE TRANSFERT EN PLEINE PROPRIÉTÉ DES BIENS DE LA COMMUNE DE SAINT GEORGES D'ORQUES NÉCESSAIRES À L'EXERCICE DES COMPÉTENCES DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE – APPROBATION

*M. A. LARUE (avec le pouvoir de M. P. DUDIEUZERE) et Mme I. MARSALA entrent en séance ;
Mme V. BARTHAS-ORSAL sort de séance.*

Monsieur le Président

Affaire suivante, même chose pour la Commune de Saint Georges d'Orques. Je remercie, Monsieur le Maire, Jean-François AUDRIN, et Madame la Première Vice-Présidente de la Métropole, Jackie GALABRUN-BOULBES, qui ont inauguré cet après-midi et posé la première pierre de la station d'épuration. Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix.

Monsieur le Président

Pour répondre à Monsieur DOMERGUE, l'église de Saint Georges d'Orques fait l'objet d'un plan partenarial de restauration avec la Ville de Saint-Georges d'Orques, la Région et la Métropole. Monsieur AUDRIN.

Monsieur Jean-François AUDRIN

La Métropole pour le financement d'une partie de cette rénovation. Nous avons discuté et les choses se sont faites grâce à vous et grâce à la Métropole. Merci.

Monsieur le Président

C'est une église dont le chevet est médiéval, antérieur à Notre-Dame-de-Paris parce qu'elle est de composition romane. Ils me prendraient au jury pour la reconstruction à Paris ce serait bien ! J'apporterai un peu de sang neuf. Il ne faut pas faire la course quand on s'occupe d'un patrimoine. Il faut faire les choses comme on doit les faire. Le patrimoine, c'est délicat, c'est très délicat. Et si on veut y rajouter de l'art composite contemporain, ou même l'utilisation de matériaux contemporains, c'est encore plus délicat.

AFFAIRE 31 : FINANCES – PROCÈS-VERBAL COMPTABLE CONSTATANT LE TRANSFERT EN PEINE PROPRIÉTÉ DES BIENS MIS INITIALEMENT À DISPOSITION DE LA COMMUNE DE CLAPIERS NÉCESSAIRES À L'EXERCICE DES COMPÉTENCES DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE - APPROBATION

Mme C. DARDE sort définitivement de séance donnant pouvoir à Mme M-C. PANOS.

Monsieur le Président

Affaire 31, même chose pour la Ville de Clapiers.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix.

AFFAIRE 32 : FINANCES – PROCÈS-VERBAL COMPTABLE CONSTATANT LE TRANSFERT EN PEINE PROPRIÉTÉ DES BIENS DU SYNDICAT BERANGE CADOULE SALAISON NÉCESSAIRES À L'EXERCICE DES COMPÉTENCES DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE - APPROBATION

Monsieur le Président

Il s'agit du procès-verbal comptable constatant le transfert en pleine propriété des biens du Syndicat Bérange Cadoule Salaison nécessaire à l'exercice des compétences de la Métropole. Pas de demande d'intervention ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix.

AFFAIRE 33 : FINANCES – PROCÈS-VERBAL COMPTABLE CONSTATANT LE TRANSFERT EN PEINE PROPRIÉTÉ DES BIENS DE LA COMMUNE DE FABRÈGUES NÉCESSAIRES À L'EXERCICE DES COMPÉTENCES DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 33, procès-verbal comptable de constatant le transfert en pleine propriété des biens de la Commune de Fabrègues.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix.

AFFAIRE 34 : FINANCES – PROCÈS-VERBAL COMPTABLE CONSTATANT LE TRANSFERT EN PEINE PROPRIÉTÉ DES BIENS DE LA COMMUNE DE MURVIEL-LÈS-MONTPELLIER NÉCESSAIRES À L'EXERCICE DES COMPÉTENCES DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE - APPROBATION

Monsieur le Président

34, même chose pour la Commune de Murviel-lès-Montpellier.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix.

AFFAIRE 35 : FINANCES – PROCÈS-VERBAL COMPTABLE CONSTATANT LE TRANSFERT EN PEINE PROPRIÉTÉ DES BIENS DE LA COMMUNE DE MONTAUD NÉCESSAIRES À L'EXERCICE DES COMPÉTENCES DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 35, même chose pour la Commune de Montaud

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix.

AFFAIRE 36 : FINANCES – PROCÈS-VERBAL COMPTABLE CONSTATANT LE TRANSFERT EN PEINE PROPRIÉTÉ DES BIENS DE LA COMMUNE DE CASTELNAU-LE-LEZ NÉCESSAIRES À L'EXERCICE DES COMPÉTENCES DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 36, même chose pour la Commune de Castelnau-le-Lez. Il n'y a plus personne ?

Monsieur Henri ROUILLEAULT

Intervention hors micro.

Monsieur le Président

Monsieur ROUILLEAULT, je n'ai pas entendu ce que vous avez dit, ça a dû être rigolo parce que j'ai entendu rire.

Monsieur Henri ROUILLEAULT

J'ai simplement dit que le directeur de campagne de Mohed ALTRAD était parti, mais que les autres élus étaient là.

Monsieur le Président

Monsieur ROUILLEAULT, vous êtes en campagne, vous êtes en train de briser l'armure, je le sens.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix.

AFFAIRE 37 : RESSOURCES HUMAINES – INDEMNITÉS HORAIRES POUR TRAVAUX SUPPLÉMENTAIRES (IHTS) – MODALITÉS DE PLAFONNEMENT – MODIFICATION - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 37, indemnité horaire pour travaux supplémentaires, modalités de plafonnement. Qui demande des précisions au rapporteur, la Vice-Présidente Régine ILLAIRE, Maire de Cournonsec ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix.

AFFAIRE 38 : RESSOURCES HUMAINES – MODIFICATION DU TABLEAU DES EMPLOIS ET DES EFFECTIFS - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 38, même chose, Madame ILLAIRE vous propose la modification rituelle du tableau des emplois et des effectifs.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix.

AFFAIRE 39 : CULTURE – CONVENTION PLURIANNUELLE D'OBJECTIFS 2019-2022 AVEC L'ASSOCIATION CENTRE INTERNATIONAL DES MUSIQUES MÉDIÉVALES, LE MINISTÈRE DE LA CULTURE, LA RÉGION OCCITANIE, LA VILLE DE MONTPELLIER, LA VILLE DE SAINT-GUILHEM-LE-DÉSERT ET L'UNIVERSITÉ PAUL VALÉRY – AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme M. CASSAR sort de séance ;

Mmes P. MIRALLES et V. BARTHAS-ORSAL entrent en séance.

Monsieur le Président

Affaire 39, Monsieur TRAVIER vous propose la convention pluriannuelle d'objectifs 2019-2022 avec l'Association Centre International de Musique Médiévale, le Ministère de la Culture, la Région Occitanie, la Ville de Montpellier, la Ville de Saint-Guilhem-le-Désert et l'Université Paul Valéry. Monsieur BARRAL ne votera pas. Qui veut des explications particulières auprès du rapporteur Vice-Président Bernard TRAVIER qui, pour illustrer cette affaire, pourrait très bien nous jouer un petit morceau de harpe ou de vielle, pourquoi pas ? Ça ne vous intéresse pas la musique médiévale ? Je mets aux voix.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. Guy BARRAL.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 84 voix.

AFFAIRE 40 : CULTURE – AFFECTATION DES SUBVENTIONS – CONVENTION DE PARTENARIAT – APPROBATION ET AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Madame LLORET, dans l'affaire 40, vous propose l'affectation de subventions et des conventions de partenariat. Qui demande des explications au rapporteur, Éliane LLORET ? Association Dernier Cri, 19 000 €, Association Tout à Fond, 9 000 €, Association des Producteurs Indépendants de la Filière Audiovisuelle, 5 000 € et le MoCo, 3 230 000 €.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Guy BARRAL, M. Thierry BREYSSE, Mme Jackie GALABRUN-BOULBES, Mme Chantal LÉVY-RAMEAU, Mme Isabelle MARSALA, M. Bernard TRAVIER.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 79 voix.

AFFAIRE 41 : CULTURE – MUSÉE FABRE – CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC L'ASSOCIATION ESSOR – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 41, Monsieur TRAVIER vous propose la convention de partenariat avec l'Association Essor dans le cadre des relations qu'elle noue avec le musée Fabre. Qui demande des explications auprès du rapporteur ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix.

AFFAIRE 42 : CULTURE – MUSÉE FABRE – CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC LE DOMAINE DU HAUT LIROU – AUTORISATION DE SIGNATURE

M. G. CASTRE sort de séance.

Monsieur le Président

42, musée Fabre, convention de partenariat avec le Domaine du Haut Lirou, il s'agit de *la Comédie du livre* et des visites œnologiques au musée. Dites-le, parce que vous le savez mieux que moi.

Monsieur Bernard TRAVIER

Ce sont des visites guidées au musée Fabre, visites œnologiques, qui se dérouleront lors de l'exposition temporaire Vincent BIOULES, vous savez qui c'est. Notre grande exposition d'été, intitulée « Chemins de traverse », du 15 juin au 6 octobre 2019. Le musée mettra à disposition le médiateur et le matériel qu'il faut et le Domaine du Haut Lirou fournira les bouteilles de vin et le matériel nécessaire pour l'ensemble des visites œnologiques. Nous avons un autre partenariat, qui fera l'objet d'une autre délibération, avec le Domaine du Haut Lirou, à l'occasion de la 34ème édition de *la Comédie du livre*, du 16 au 19 mai.

Monsieur le Président

L'affaire 42 je la mets aux voix.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix.

AFFAIRE 43 : CULTURE – MUSÉE FABRE – CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC L'ASSOCIATION LINE UP – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

43, musée Fabre, convention avec l'Association Line Up. Qui demande des explications au rapporteur ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix.

AFFAIRE 44 : CULTURE – DIRECTION DES MÉDIATHÈQUES ET DU LIVRE – PRISE EN CHARGE DES FRAIS DE DÉPLACEMENT DANS LE CADRE DES RENCONTRES D'AUTEURS ORGANISÉES PAR LE RÉSEAU DES MÉDIATHÈQUES – APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 44, prise en charge de frais de déplacement dans le cadre des rencontres d'auteurs organisées par le réseau des médiathèques. Pas de questions ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix.

AFFAIRE 45 : CULTURE – DIRECTION DES MÉDIATHÈQUES ET DU LIVRE – DEMANDE DE SUBVENTIONS DANS LE CADRE DU PROJET D'INTÉGRATION DES SERVICES DE LA MÉDIATHÈQUE FEDERICO FELLINI AU SEIN DE LA MÉDIATHÈQUE CENTRALE ÉMILE ZOLA – APPROBATION

Mme S. BOUALLAGA entre en séance.

Monsieur le Président

Affaire 45, demande de subvention dans le cadre du projet d'intégration du service de la médiathèque Federico Fellini au sein de la médiathèque centrale. Ne prennent pas part au vote Monsieur LUSSET, Monsieur SAVY, Monsieur SEGURA, Monsieur CALVAT, Monsieur MEUNIER, Monsieur PETIT. Pas de demande d'intervention ? Monsieur TRAVIER dites-nous un mot, c'est quand même le transfert de la médiathèque Fellini dans Émile Zola.

Monsieur Bernard TRAVIER

C'est une opération importante qui a commencé en juillet 2017, par la première délibération que nous avons prise, et qui a confié à la SA3M la réalisation de cette opération, c'est-à-dire le transfert de Fellini à Émile Zola, et actuellement nous sollicitons votre autorisation pour demander des subventions auprès de l'État, de la Région et du Département. Il est donc proposé au Conseil de nous autoriser à déposer des dossiers et solliciter les demandes de subventions.

Monsieur le Président

Je remercie la Région et le Département de nous aider sur plein de sujets. Il y en a qui disent que je suis isolé, que je suis perdu, les autres ne me parlent pas, que j'ai été laissé dans un coin, tout triste. On n'arrête plus de signer avec la Région et le Département maintenant. C'est bien. Parce que ce sont des projets d'intérêt général.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Renaud CALVAT, M. Eric PENSO, M. Jean-Marc LUSSET, M. Cyril MEUNIER, Mme Carole DONADA, M. Eric PETIT, M. Philippe SAUREL, M. Jean-Luc SAVY, M. Noël SEGURA.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 76 voix.

AFFAIRE 46 : CULTURE – DIRECTION DES MÉDIATHÈQUES ET DU LIVRE – CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC L'ÉCOLE NORMALE SUPÉRIEURE ET L'UNIVERSITÉ PARIS 3 SORBONNE NOUVELLE POUR LA NUMÉRISATION DE LA BIBLIOTHÈQUE VITORINO ALFIERI – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 46, convention de partenariat avec l'École Normale Supérieure et l'Université Paris III Sorbonne pour la numérisation de la bibliothèque Vittorio Alfieri.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix.

**AFFAIRE 47 : CULTURE – DIRECTION DES MÉDIATHÈQUES ET DU LIVRE –
COMÉDIE DU LIVRE 2019 – CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC LE SYNDICAT
DES VIGNERONS DU PIC SAINT LOUP – CHARTE DES AUTEURS DU FORUM DU OFF
– AUTORISATION DE SIGNATURE – APPROBATION**

*Mme M. CASSAR et M. G. CASTRE entrent en séance ;
MM. L. JAOUL et J-L. COUSQUER sortent de séance.*

Monsieur le Président

Affaire 47, toujours Bernard TRAVIER, *Comédie du livre* 2019. Monsieur TRAVIER.

Monsieur Bernard TRAVIER

Cette délibération comporte deux parties, l'une touche au partenariat que nous avons avec le Syndicat des Vignerons du Pic Saint Loup – nous y avons fait allusion tout à l'heure, mais ce n'était justifié. C'est seulement dans cette délibération : le Domaine du Haut-Lirou participera à la soirée habituelle avec les vignerons du Pic Saint Loup. Tout ceci ayant été fait en accord avec l'Agglomération du Grand Pic Saint Loup et le Syndicat des Vignerons. Les vignerons mettront à disposition 50 bouteilles de vin issues de l'appellation Pic Saint Loup.

Deuxième volet, la Charte du Off – qui a donné lieu à quelques réactions, écrites ou verbales. Nous avons souhaité cette année passer une convention avec les auteurs autoédités. Pourquoi ? Parce qu'il nous paraissait difficile de maintenir à l'extérieur de la manifestation un certain nombre d'auteurs, qui seront une trentaine. Lors des éditions passées, j'ai pu constater que des gens s'installaient sur une petite table à côté, il y avait vraiment un rejet très fort. Il y a un mouvement vers l'autoédition, de même qu'il y a un mouvement vers la distribution sur des plateformes. Ce n'est pas le système que je prône, puisque je n'achète jamais de livre sur des plateformes, mais toujours dans des librairies, mais il nous a paru nécessaire cette année de faire un geste vers les autoédités. Cette participation est encadrée par une convention, soumise à votre appréciation. Pour éviter toute discussion ou fausse interprétation, l'accord passé avec les autoédités, sélectionnés par Madame BOUCHY, la programmatrice, avec les services Culture, prévoit, dans son article 4, que les auteurs autoédités s'engagent à ne vendre aucun livre lors de leur présence à la *Comédie du livre* 2019. Ils auront donc un stand qui leur sera dédié, ils pourront présenter leurs ouvrages, prendre tous les contacts qu'ils voudront, mais ils n'effectueront pas le même travail que celui qui est effectué par les libraires qui sont sur la *Comédie du livre*. Il nous a paru que cette solution était à même d'évacuer les difficultés que certains avaient soulevées, et qui n'ont pas lieu d'être développées plus avant.

Je réunirai les libraires dans quelques jours, nous avons arrêté la date, ce sera la troisième réunion avec les libraires, qui ont tous obtenu satisfaction sur ce qu'ils souhaitaient. Contrairement à ce qui a été dit par certains dans les journaux, la *Comédie du livre* se déroule comme d'habitude, les Suisses avec qui nous sommes en contact, notamment la fondation Pro Helvetia, nous ont informés hier de ce que la subvention promise de 30 000 € serait versée, et ce sera en réalité 34 000 € qui nous seront versés. La responsable m'a écrit hier pour me dire qu'elle était totalement rassurée par le sérieux et la détermination de toute l'équipe qui porte la *Comédie du livre*. C'est réglé. Les auteurs les plus en vue sont connus, Riad SATTOUF, Véronique OVALDÉ et il y aura, je pense, une conférence de presse dans quelque temps pour donner tous les noms des auteurs invités, à la Médiathèque Émile Zola. Tout est sur les rails, tout est confirmé, la crédibilité de la Métropole est restée entière et je tiens à remercier les équipes de la culture, Madame BOUCHY et le Cabinet qui a beaucoup aidé aussi et délayé, puisqu'en 4 mois nous avons fait le travail que d'autres mettaient un an à faire.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur TRAVIER. Vous avez bien pigé l'histoire des auteurs autoédités ? En fait, les stands de la *Comédie du livre* s'adressent aux maisons d'édition. Il y a aussi des stands institutionnels, il y a le stand de la Métropole, mais aussi celui de la Région, qui est un partenaire financier. Je vous rappelle que la Région aide les auteurs régionaux, au travers de la littérature régionale. Il a semblé intéressant d'ouvrir un espace, facile à utiliser, pour ceux qui sont passionnés de littérature et d'écriture, et qui ne font pas partie de ceux qui sont publiés par les maisons d'édition. Nous avons eu, avec Bernard TRAVIER, la surprise de voir plusieurs personnes de la ville installées dans les

cafés autour de la *Comédie du livre* nous demandant « *Et nous alors ? Nous sommes des auteurs régionaux, nous n'avons pas de place sur le stand de la Région puisque nous sommes autoédités* ». Nous leur avons répondu que nous allions essayer de faire une forme de *Comédie du Livre du Off*. Nous avons trouvé une façon de faire en ouvrant un stand disponible, de 30 m², dans lequel 4 ou 5 petits pôles, tables et chaises, seront installés et les auteurs pourront présenter leur production. Nous l'avons fait sur une liste validée par Madame BOUCHY, comme l'a dit Bernard TRAVIER.

Monsieur Bernard TRAVIER

31 auteurs, si je me souviens bien.

Monsieur le Président

31 auteurs sur 3 jours, ce qui permettra à chacun de pouvoir discuter et s'entretenir de littérature, d'écriture, avec les habitants. C'est un stand citoyen avant toute chose. D'ailleurs j'ai beaucoup hésité sur le nom.

Monsieur Bernard TRAVIER

Je dois ajouter que la question était un peu ambiguë, puisqu'il existe des autoédités, notamment en matière de romans policiers très connus, qui vendent énormément de livres, et qui étaient accueillis sur le stand des libraires. Donc on a dit qu'on ne faisait plus deux poids, deux mesures, on fait les choses clairement et à la vue de tous. Et les libraires l'ont compris. Nous referons le point dans quelques jours.

Monsieur le Président

Je mets aux voix l'affaire 47.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix.

AFFAIRE 48 : CULTURE – CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC LE MINISTRE DE LA CULTURE POUR LA MISE EN ŒUVRE DU FESTIVAL DES MÉDIATIONS ET DE LA TRANSMISSION LES 2 ET 3 JUILLET 2019 – AUTORISATION DE SIGNATURE

M. L. JAOUL entre en séance.

Monsieur le Président

48, convention de partenariat avec le Ministère de la Culture pour la mise en œuvre du *Festival des médiations et de la transmission* les 2 et 3 juillet 2019.

Monsieur Bernard TRAVIER

C'est un signe très fort ça aussi, Monsieur le Président. Le Ministère de la Culture, prenant en compte le travail de médiation qui est fait d'une manière générale par la Métropole et en particulier par le musée Fabre, a souhaité que le premier *Festival des médiations et de la transmission* se déroule à Montpellier. On les accueillera donc les 2 et 3 juillet 2019.

Monsieur le Président

Je mets aux voix.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix.

Monsieur le Président

Tant qu'on est au Ministère de la Culture, je vous informe que le dossier Métropole d'Art et d'Histoire devrait être jugé par le Ministère de la Culture à la fin de l'année, c'est-à-dire aux alentours du mois de novembre. Pour répondre à la question de Monsieur DOMERGUE, Métropole d'Art et d'Histoire est aussi la façon pour nous de rendre et de maintenir vivant le patrimoine. Parce que ce n'est pas un label « *bling bling* » ou pub, c'est un label qui engage la collectivité à proposer un service particulier

pour son patrimoine. Donc c'est un label qui permet de lister une somme d'actions qui vont en direction du patrimoine.

Monsieur Bernard TRAVIER

Monsieur le Président, si vous m'y autorisez, je voudrais donner les résultats de l'exposition Andy SUMMERS au Pavillon Populaire : 37 422 visiteurs, dont 3 524 visites guidées et nous avons vendu 271 catalogues, ce qui est très important. Sur le site du Pavillon Populaire, sans parler des autres expositions. « *I am a man* » va partir à Maastricht et ensuite aux États-Unis.

Monsieur le Président

« *I am a man* » part à Maastricht dans un premier temps. Ensuite elle part à Washington – je rappelle que « *I am a man* » c'est les 50 ans des droits des noirs américains – et elle finit sa course à Johannesburg, au Musée de l'Apartheid au mois de septembre. C'est donc un très bel itinéraire pour cette exposition, magnifique.

Monsieur Bernard TRAVIER

Donc actuellement nous exportons des expositions créées à Montpellier, que ce soit au Pavillon Populaire ou au musée Fabre. Je rappelle que la précédente exposition créée à Montpellier était partie au Musée d'Orsay et à Washington ensuite. C'est un signe très fort pour nous.

Monsieur le Président

J'en profite pour remercier le Vice-Président Bernard TRAVIER et l'adjointe à la Culture de la Ville de Montpellier, Isabelle MARSALA. J'ajoute, pour ceux qui aiment la photographie, Gilles MORA, qui fait depuis longtemps un travail formidable.

AFFAIRE 49 – ASSOCIATION ET CLUBS SPORTIFS – AFFECTATION DE SUBVENTIONS

M. A. EL KANDOUSSI et Mme S. JANNIN sortent de séance ;

M. J-L. COUSQUER, Mme S. KERANGUEVEN et Mme N. BODKIN (avec le pouvoir de M. G. PASTOR) entrent en séance.

Monsieur le Président

Monsieur MEISSONNIER, Vice-Président, vous propose un certain nombre de subventions à destination d'athlètes. Monsieur MEISSONNIER,

Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER

Monsieur le Président, chers collègues, il s'agit de deux subventions affectées sur le fonds spécial sport. Il s'agit de donner une subvention de 500 € à Raphaël GERARDIN, qui est d'ailleurs un agent de la Métropole, et qui va participer aux Championnats du monde des 24 heures. Courir pendant 24 heures, cela n'est pas donné à tout le monde et il faut l'encourager. La deuxième subvention est pour Khalid ABOULHASSANE, jeune athlète de 15 ans en compétition pour les J.O. de Paris pour 2024. Je vous propose, pour ces deux athlètes, ces deux champions, ces subventions qui sont des subventions modiques.

Monsieur le Président

Qui demande la parole ? Je mets aux voix. Contre ? Abstention ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 88 voix.

Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER

Monsieur le Président, j'aimerais reprendre la parole. Nous sommes à l'approche du FISE, et chaque année, la Métropole met une certaine somme d'argent sur les communes qui participent au FISE, notamment pour permettre aux différents jeunes qui ont, dans ces différentes disciplines, les ambitions de se qualifier pour participer à une finale et pour permettre de se mesurer aux champions,

à leurs idoles – ce qui est vraiment une spécificité de ces sports extrêmes et qui est unique en son genre. Il semblerait que certaines communes n'aient pas conscience que la Métropole met une certaine somme et crachent un peu dans la soupe. Je vous propose donc, comme nous en avons discuté, avant la fin de l'année, que les communes qui souhaitent recevoir le FISE Métropole l'année prochaine, en fonction de leurs équipements, avec une validation des services des sports, fassent acte de candidature pour au moins accepter et reconnaître que la Métropole ne jette pas de l'argent à des gens qui crachent dans la soupe. Certains se reconnaîtront. Je remercie les Communes de Castelnau et du Crès, qui ont eu la reconnaissance de dire « *la Métropole fait quelque chose pour nous* ». Ça n'a pas été le cas pour d'autres communes. Je tenais à le signaler parce qu'il faut arrêter de donner de l'argent à des gens qui disent « *on n'a pas besoin de l'argent de la Métropole, on se suffit à nous-même et on n'a pas besoin d'avoir des animations de la Métropole* ». C'est malheureux, mais on en est là. Certains se reconnaîtront et je suis à leur disposition s'ils veulent en discuter. Merci.

Monsieur le Président

Voilà qui est bien clair. Qui est contre ? Ah, mais on a déjà voté !

AFFAIRE N° 50 : PRÉVENTION DES RISQUES MAJEURS ET GESTION DES MILIEUX AQUATIQUES – ADHÉSION À L'ASSOCIATION FRANCE DIGUES – DÉSIGNATION DE REPRÉSENTANTS – APPROBATION

M. A. EL KANDOUSSI entre en séance.

Monsieur le Président

Monsieur LUSSERT vous propose l'adhésion à l'Association France Dignes. Il s'agit de désigner un représentant de la Métropole et son suppléant au sein du Conseil d'Administration de l'Association France Dignes.

Il est proposé les candidatures suivantes :

- M. Jean-Marc LUSSERT (titulaire) ;
- Mme Jackie. GALABRUN-BOULBES (suppléante).

Aucune autre candidature n'est proposée par l'Assemblée.

Il est proposé au Conseil de décider à l'unanimité de procéder à ces désignations par un vote à main levée, en application de l'article L.2121-21 du Code général des collectivités territoriales.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 89 voix.

AFFAIRE N° 51 : PRÉVENTION DES RISQUES MAJEURS ET GESTION DES MILIEUX AQUATIQUES – PROTECTION CONTRE LES INONDATIONS DU COULAZOU À FABRÈGUES – DÉCLARATION D'UN SYSTÈME D'ENDIGUEMENT AU TITRE DE L'ARTICLE L.214-3 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT – DOSSIERS D'ENQUÊTE PUBLIQUE PRÉALABLE À LA DÉCLARATION D'UTILITÉ PUBLIQUE ET AUTRES PROCÉDURES ADMINISTRATIVES – APPROBATION

Monsieur le Président

Monsieur LUSSERT vous propose, dans le cadre de sa délégation à la prévention des risques majeurs et gestion des milieux aquatiques, la protection contre les inondations du Coulazou à Fabrègues, déclaration d'un système d'endiguement au titre de l'article L.214-3 du Code de l'environnement et le dossier d'enquête publique préalable à la déclaration d'utilité publique et autres procédures administratives. Cette opération est inscrite dans le dispositif PAPI 2 Lez-Baussan. Qui demande des précisions auprès du rapporteur ? Oui, Monsieur ALAUZET.

Monsieur Jean-Marc ALAUZET

Merci, Monsieur le Président, chers collègues. Juste pour remercier la Métropole parce le Coulazou qui traverse Fabrègues est une rivière très capricieuse. Nous allons renfoncer deux kilomètres de digues et investir plus de 4 M€ de travaux sur cette protection contre les crues centennales. Un grand merci pour ces travaux d'envergure.

Monsieur Jean-Marc LUSSET

C'est une étape de plus, en décembre 2018 nous avons prévu sur le fonds des travaux à réaliser, la démolition et construction de 3 digues et cette fois-ci il s'agit de l'étape suivante. Comme vous l'a dit Monsieur le Président, demander le dépôt de l'autorisation du système d'endiguement et ensuite les dossiers d'enquête d'utilité publique, de déclaration d'intérêt général et de demander à Monsieur le Préfet, à l'issue de ces enquêtes, de prononcer les arrêtés nécessaires à la poursuite de cette opération.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur LUSSET. Qui demande la parole ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Monsieur LUSSET ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté à l'unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 89 voix.

Monsieur le Président

Je voulais dire que le Coulazou était un charmant petit ruisseau, capricieux certes, mais charmant. Il a donné à la belle fanfare son nom : Marcel Coulazou – c'est le nom de la fanfare des hautbois. Parce qu'il faut revenir là-dessus. Excusez-moi, quand on n'a pas fait l'ENA on a fait autre chose ! Je vous parle de cette autre chose. J'ai assisté à des concerts. Le hautbois c'est l'instrument de fête du Languedoc. Quand il y a les joutes, quand il y a le tambourin. Quand il y a le folklore, c'est le hautbois qui rythme, et Marcel Coulazou est une des rares fanfares qui existent où il n'y a que des hautbois. D'ailleurs les hautbois en Languedoc sont souvent sculptés, décorés avec les scènes de la vie quotidienne. Pour ceux qui ont la possibilité de regarder les facteurs de hautbois et de voir les collections de hautbois, je vous assure, ça vaut le détour parce que c'est de l'art populaire exceptionnel. J'en profite pour dire ça et je sais que Monsieur BARRAL connaît ça parfaitement.

AFFAIRE N° 52 : PRÉVENTION DES RISQUES MAJEURS ET GESTION DES MILIEUX AQUATIQUES – CONVENTION RELATIVE AUX CONDITIONS DE MISE À DISPOSITION À TITRE GRATUIT ET D'UTILISATION DU LOGICIEL HYDRACLIC DU SERVICE DÉPARTEMENTAL INCENDIE ET SECOURS (SDIS) DE L'HÉRAULT POUR LA GESTION DES POINTS D'EAU INCENDIE - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme P. MIRALLES et M. Y. PELLET sortent de séance.

Monsieur le Président

Toujours Monsieur LUSSET sur la convention relative aux conditions de mise à disposition à titre gratuit et d'utilisation du logiciel *Hydraclic* du service départemental, le SDIS. Monsieur LUSSET.

Monsieur Jean-Marc LUSSET

Il s'agit de pouvoir utiliser le logiciel du SDIS. Pourquoi ? Il faut savoir que les poteaux d'incendie, les points d'eau incendie, il y en a à peu près 7 000 dans la Métropole, et il est évident qu'il faut une banque de données qui soit extrêmement renseignée. Quand les pompiers sautent dans le camion pour foncer et éteindre l'incendie, il y en a d'autres qui se mettent devant l'ordinateur pour les renseigner sur l'endroit où ils vont trouver l'eau nécessaire pour accomplir leur travail. L'idée c'est d'avoir accès à ce logiciel. Trois personnes de la Métropole seront accréditées pour que la mise à jour des données soit la plus effective possible : l'implantation, la création d'une borne, sa demande de suppression, son déplacement, ses performances hydrauliques, organiser les contrôles techniques, suivre les actions de maintenance. Vous avez compris qu'il faut une information à l'instant T, à la seconde près et il faut donc que tout le monde participe pour que ce soit efficace. L'idée est venue il y a quelques

temps d'utiliser le même outil que les pompiers, plutôt que d'en avoir un autre et d'assurer des ponts entre les deux bases de données, ce qui aurait été plus périlleux.

Monsieur le Président

On peut remercier le Conseil Départemental de l'Hérault aussi pour son avis favorable et le SDIS.

Monsieur Jean-Marc LUSSERT

Pour revenir sur la première affaire et notre adhésion à France Dignes, je vous remercie de mon élection, et je vous représenterai en essayant d'avoir une attitude « *digne* » et très dignement.

Monsieur le Président

Affaire 52, qui est contre ? Qui s'abstient ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 87 voix.

AFFAIRE N° 53 : PRÉVENTION ET VALORISATION DES DÉCHETS, PROPRETÉ DE L'ESPACE PUBLIC – PROJET D'EXTENSION DES CONSIGNES DE TRI DES EMBALLAGES – DOSSIER EN RÉPONSE À LA 2ÈME PHASE DE L'APPEL À CANDIDATURE LANCÉ PAR CITEO POUR L'EXTENSION DES CONSIGNES DE TRI – APPROBATION

Mmes P. MIRALLES, S. JANNIN et M. Y. PELLET entrent en séance ;

Mme B. ROUSSEL-GALIANA sort de séance.

Monsieur le Président

Affaire 53, projet d'extension des consignes de tri des emballages, Madame BARTHAS-ORSAL Valérie.

Madame Valérie BARTHAS-ORSAL

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les élus. Voici deux semaines, j'ai présenté lors de la réunion conjointe Vice-Présidents et Maires de la Métropole, un projet très intéressant et je ne vais pas y aller par quatre chemins. Je vais vous présenter un projet majeur de la première partie du XXI^{ème} siècle pour notre Métropole, pour l'intégralité des 31 communes de la Métropole.

Ce dossier concerne l'extension des consignes de tri des déchets recyclables secs. Vous savez que nous sommes une Métropole très attractive. Nous avons entre 7 et 8 000 personnes qui viennent habiter dans la Métropole chaque année. Nous allons devoir affronter une augmentation des déchets recyclables assez impressionnante. Le 27 mars dernier, Monsieur le Président, vous avez posé la première pierre de la réhabilitation et de l'extension du centre de tri Déméter. Actuellement nous traitons 24 000 tonnes de déchets recyclables secs et ce nouveau centre de tri pourra accueillir 35 000 tonnes par an. Nous avons voté en Conseil de Métropole un budget de 19,3 M€ pour cette rénovation. L'ADEME nous aide à hauteur de 1,3 M€. Les conditions de travail vont être largement améliorées. Le geste de tri va être simplifié parce que tous les emballages plastiques vont se trier dans notre Métropole. Les travaux ont démarré en janvier 2019. La chaîne de tri va être fermée entre juin et décembre 2019 et nous pourrions réceptionner les travaux début 2020.

Comme vous le voyez sur le petit slide à l'écran, demain, nous pourrions trier toutes les barquettes, tous les pots. Je vais être très maîtresse d'école : les petites barquettes bleues du poulet, les pots de yaourt, les sacs plastiques, les dentifrices, les petites barquettes blanches dans lesquelles vous trouvez du jambon et ces petits aciers aluminium, dont nous ne savons pas quoi faire et qui sont vraiment très importants. Ce sont entre autres, nos petites dosettes de café, ou les opercules de yaourts, les opercules en aluminium des tomates farcies.

Nous avons dû organiser cette nouvelle extension de consignes de tri, et nous allons nous organiser en deux temps. Nous avons beaucoup de chance parce que l'usine Paprec de Lansargues va ouvrir sa nouvelle usine au mois de septembre prochain.

Malheureusement pour nous tous, ils ne peuvent prendre que deux tiers des déchets recyclables que nous produisons. Ils vont pouvoir prendre 1 300 tonnes sur les 2 000 tonnes, donc deux tiers des habitants de la Métropole vont pouvoir trier dès le 15 ou 16 septembre prochain. C'est ce que nous appellerons la phase 1. Cette phase 1 va concerner 17 communes qui sont en rose.

Pourquoi un tel maillage ? Parce que vous avez la Ville de Montpellier qui est très gros producteur, qui est un incontournable, et puis vous avez des territoires qui ont un seul opérateur, Urbaser, et qui sont proches de Lansargues. Nous avons Saint-Brès, Castries, Sussargues, Saint-Drézéry, Montaud, Beaulieu, Restinclières et Saint Geniès. Les camions iront directement à Lansargues. Au sud et au sud-ouest, vous avez un seul opérateur également qui est la Régie de la Métropole. Il faut savoir qu'à Pignan nous avons un quai de transfert, et seront concernées les communes de Lavérune, de Cournonsec, de Cournonterral, de Fabrègues, de Saussan, de Pignan, de Murviel et Saint Georges d'Orques.

Les territoires verts ne seront pas oubliés parce qu'ils seront concernés par la phase n° 2, et ils pourront trier l'intégralité de leurs déchets secs à partir du mois de janvier prochain. À savoir que, pendant la fermeture du centre de tri de Déméter, deux tiers de nos déchets iront à Lansargues et un tiers ira en banlieue lyonnaise.

Je vais vous parler d'un slide qui n'est pas présenté et vais l'expliquer. Je vais essayer de faire preuve de pédagogie. Je vous parlais de mesures d'accompagnement. Nous allons nous appuyer sur des méthodes qui sont éprouvées par Citéo lors des extensions de consignes de tri dans les autres villes de France. Nous mettons en place deux activités essentielles : un grand plan de communication et un grand plan de sensibilisation sur une durée de huit mois.

Les villages et villes qui sont concernés par la phase 1 vont commencer à entendre parler de cette modification des consignes de tri au mois de juin prochain, et les communes concernées par la phase 2 en entendront parler à partir de novembre prochain. Nous allons nous appuyer sur les réseaux internes. Je compte sur vous, Mesdames et Messieurs les Maires pour assurer un bon relais auprès de vos administrés. Nous allons mobiliser tous les relais que nous avons autour de nous, que ce soit des bailleurs sociaux, des syndics, des copropriétés et nous allons leur envoyer des courriers et sûrement organiser des réunions. Nous allons fabriquer de nouveaux supports. Nous allons boiter, c'est-à-dire que nous allons mettre dans toutes les boîtes aux lettres des particuliers des courriers avec des autocollants qu'ils vont pouvoir poser sur leur container, et puis nous enverrons des kits (autocollants, panneaux) à l'habitat collectif. C'est un énorme challenge.

Le travail est vraiment très important. Pour finir, nous utiliserons des supports presse, de l'affichage public, de l'affichage dans les bus et sur les véhicules de service. Nous nous attendons à une augmentation de 10 à 15 % du volume des bacs et nous allons mettre en place un plan d'accompagnement. Nous sommes dans cette phase actuellement. Concernant les collectifs, nous sommes en train de faire des enquêtes, nous faisons un diagnostic pour connaître l'amplitude, ce que peuvent recevoir les locaux collectifs dans l'habitat collectif ancien.

Nous voulons savoir s'ils ont assez de volume. Nous voulons savoir si nous devons ajouter ou substituer des bacs, et puis si on fait le constat que des résidences n'ont pas la place pour mettre des containers de tri sélectif, alors nous travaillerons avec les bailleurs et les syndics pour mettre en place des containers extérieurs. L'objectif, début 2020, est que 100 % des habitants de la Métropole puissent trier leurs déchets secs. Je voudrais aussi dire que nous sommes en avance de trois ans par rapport à l'obligation légale.

Concernant les particuliers, il faudra qu'ils reviennent vers nous et nous ferons le changement à la demande. Je souhaiterais rappeler en dernier que dans le cadre d'un appel à candidatures, un dossier détaillé a été communiqué à Citéo. Si notre dossier est retenu, il vaudra accord pour un versement d'un soutien de 900 k€ à la Métropole et un soutien supplémentaire de 10 % à ajouter aux 60 € que

nous percevons déjà par Citéo et cette somme sera reversée à la Métropole de Montpellier. Je vois que Monsieur LEVITA m'écoute avec grande attention, je le sens même légèrement frémir. Si cela avait été moi, ce n'est pas le trophée d'argent des leaders de la finance que je t'aurais remis, mais le trophée d'or largement mérité : bravo !

Monsieur le Président

Qui demande la parole ? Je donne la parole à Madame GALABRUN-BOULBES.

Madame Jackie GALABRUN-BOULBES

Monsieur le Président, bonsoir à tous et bonsoir à toutes. Je voulais remercier Madame BARTHAS-ORSAL pour ce travail et cette présentation, que nous avons déjà faits auprès des Conférences des Vice-Présidents et des Maires. Je voulais l'assurer de tout notre soutien, parce que je trouve que c'est un vrai progrès. C'est vrai qu'aujourd'hui, certaines personnes font le tri dans les bacs jaunes, mais ne le font pas toujours très bien, et il est difficile de savoir quel est le plastique que l'on peut mettre et le plastique que l'on ne peut pas mettre. Nous sommes vraiment dans un progrès total. Je l'assure de tout mon soutien pour la suite, et dès le 15 septembre, nous serons sur le pied de guerre à Saint-Drézéry pour surveiller que tout le monde fasse bien le tri des bacs jaunes, même si les 100 % sont peut-être un peu prétentieux pour y arriver, mais je te le souhaite de tout cœur.

Monsieur le Président

Il faut toujours viser les étoiles. C'est pour cela que nous avons mis une étoile à la Métropole parce qu'il faut toujours regarder les étoiles, pas seulement entendre les marécages. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 89 voix.

AFFAIRE 54 : VOIRIE, ESPACE PUBLIC – CONVENTION RELATIVE AU FINANCEMENT DES ÉTUDES ET TRAVAUX LIÉS A LA SUPPRESSION DU PASSAGE A NIVEAU N° 33 SUR LA COMMUNE DE BAILLARGUES – AVENANT N° 1 – AUTORISATION DE SIGNATURE

M. P. BONNAL sort définitivement de séance sans laisser de pouvoir ;

Mme B. ROUSSEL-GALIANA entre en séance.

Monsieur le Président

Affaire 54 : Monsieur BREYSSE vous propose la convention relative au financement des études et travaux liés à la suppression du passage à niveau n° 33 sur la Commune de Baillargues – avenant n° 1. La parole est à Monsieur BREYSSE.

Monsieur Thierry BREYSSE

Monsieur le Président, chers collègues, je rappelle qu'un accord avait été formalisé en 2012/2013 afin de coordonner et financer un projet global, dont la création du pôle d'échanges multimodal, la mise en accessibilité des quais ferroviaires, la suppression de ce fameux passage à niveau et les travaux de voirie sur les routes départementales RD26 et 26E1. Pour ce qui concerne la suppression du passage à niveau, nous avons quelques difficultés de maîtrise foncière et un surcoût élevé de 753 k€. La Métropole participe à hauteur de 13 % donc 102 310 € en plus pour la Métropole. Je rappelle que le coût global de ces trois opérations, pour la desserte du pôle d'échanges s'élève à ce jour à 22 M€, dont 5,07 M€ à la charge de la Métropole. Il s'agit d'approuver cet avenant qui est important pour ce passage à niveau. N'est-ce pas Monsieur le Maire de Baillargues ?

Monsieur le Président

Merci Monsieur BREYSSE. Je donne la parole à Monsieur MEISSONNIER.

Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER

Je rebondis et remercie Monsieur BREYSSE et aussi la Métropole de participer à cet avenant. Baillargues a participé à hauteur de 0,5 % à tout ce financement, notamment pour la suppression du passage à niveau, parce que certains semblent l'avoir oublié. Je voudrais remercier aussi les services de la Métropole qui travaillent sur ce sujet, parce qu'il est un peu kafkaïen. Vous savez qu'une partie de la voirie, notamment sur l'agrandissement de la départementale 26, est en dehors du Département et une autre partie est Métropole, avec des discussions techniques qui se passent de tout commentaire. En tous les cas, je voudrais remercier tous les agents de la Métropole qui travaillent sur cet aménagement, et notamment à partir de la Cadoule, quand on revient vers le pôle d'échanges multimodal parce que nos amis de l'Etang de l'Or dépendent vraiment de cet aménagement pour permettre de développer des modes de déplacement doux, et je rappelle que nos amis de l'Etang de l'Or, s'ils sont venus dans le tour de table financier, c'est parce que leur SCoT est basé sur ce rabattement sur le pôle d'échanges multimodal de Baillargues, qui est sur le territoire de la Métropole. Je vous remercie.

Monsieur le Président

Encore une bonne raison de se réjouir sur les accords très amicaux et constructifs que nous avons noués sur la RD26 avec la Communauté d'Agglomération du Pays de l'Or et avec le Département de l'Hérault. Je donne la parole à Monsieur DOMERGUE.

Monsieur Jacques DOMERGUE

Monsieur le Président, comment peut-on voter un avenant alors que, pour y être passé, je croyais que les travaux étaient terminés ?

Monsieur le Président

Vous savez ce que sont les transactions foncières.

Monsieur Jacques DOMERGUE

Il y a d'autres transactions à faire ou ce sont des transactions qui ont déjà été réalisées ?

Monsieur le Président

Il y a eu des négociations, Monsieur BREYSSE, qui ont tardé un peu et qui arrivent maintenant à échéance.

Monsieur Jacques DOMERGUE

Parce que c'est une réussite ce passage à niveau. Nous aimerions avoir le même à Castelnau.

Monsieur le Président

Je mets aux voix l'affaire 54. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 89 voix.

AFFAIRE 55 : VOIRIE, ESPACE PUBLIC – PROGRAMMATION 2019 – TRAVAUX DE RÉNOVATION ET DE MISE EN CONFORMITÉ DE L'ÉCLAIRAGE PUBLIC SUR LES COMMUNES DE GRABELS, JUVIGNAC, SAINT GEORGES D'ORQUES ET MONTAUD – DEMANDE DE SUBVENTIONS - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. J. VERA sort de séance sans laisser de pouvoir.

Monsieur le Président

Affaire 55, programmation 2019 – travaux de rénovation et de mise en conformité de l'éclairage public sur les communes de Grabels, Juvignac, Saint George d'Orques et Montaud. Qui demande des précisions auprès du rapporteur ? Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Jean-Marc ALAUZET, Mme Titina DASYLVA, Mme Isabelle GUIRAUD, M. Eric PETIT, Mme Régine ILLAIRE, Mme Rosy BUONO,

Mme Stéphanie JANNIN, M. Laurent JAOU, M. Pascal KRZYZANSKI, Mme Chantal LÉVY-RAMEAU, Mme Eliane LLORET, M. Jean-Marc LUSSET, M. Jean-Luc MEISSONNIER, Mme Aline DESTAILLATS Mme Patricia MIRALLES.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 73 voix.

AFFAIRE 56 : VOIRIE, ESPACE PUBLIC – ADHÉSION DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE A L'INSTITUT DES ROUTES, DES RUES ET DES INFRASTRUCTURES POUR LA MOBILITÉ (IDRRIM) – APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 56, il s'agit de l'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole a l'Institut Des Routes, des Rues et des Infrastructures pour la Mobilité (IDRRIM). Pas de demande d'intervention ? Qui est contre ? Qui s'abstient ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 88 voix.

AFFAIRE 57 : VOIRIE, ESPACE PUBLIC - TRAVERSÉE DU DOMAINE PUBLIC AUTOROUTIER CONCÈDE PAR UN ENSEMBLE DE FOURREAUX NÉCESSAIRES A L'INSTALLATION DE SIX ÉQUIPEMENTS D'ÉCLAIRAGE ET DE DEUX FEUX TRICOLORES DANS L'OUVRAGE D'ART N° 895 DE L'AUTOROUTE A9 - CONVENTION – AUTORISATION DE SIGNATURE

M. G. LANNELONGUE sort de séance.

Monsieur le Président

Affaire 57, traversée du domaine public autoroutier concédé par un ensemble de fourreaux nécessaires à l'installation de six équipements d'éclairage et de deux feux tricolores dans l'ouvrage d'art n° 895 de l'autoroute A9. Il s'agit de la convention et de l'autorisation de signature pour une valeur de 85 k€.

Monsieur Thierry BREYSSE

Il s'agit toujours de la Commune de Baillargues. Je rappelle qu'il s'agit de réhabiliter un ouvrage d'art appartenant à la SNCF et qui franchit l'autoroute sur la Commune de Baillargues afin de sécuriser les riverains. L'estimation de ce projet est de 85 k€ HT. Il s'agit d'approuver aujourd'hui cette convention.

Monsieur le Président

La parole est à Monsieur le Maire de Baillargues.

Monsieur Jean-Luc MESSONNIER

Je rappelle que cette manne financière, parce qu'il ne faudrait pas que certains s'émeuvent de voir de l'argent de la Métropole venir en abondance sur le territoire de la Commune de Baillargues, est destinée à pallier le problème que nous avons eu à subir, et notamment grâce à la déviation de Castries et les flux de véhicules qui s'engouffraient dans Baillargues. Ces améliorations apportées par la Métropole vont permettre une certaine quiétude à des riverains notamment des zones pavillonnaires. Merci.

Monsieur le Président

Je mets aux voix l'affaire 57. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 87 voix.

AFFAIRE 58 : ADMINISTRATION GÉNÉRALE, AFFAIRES JURIDIQUES, CONTENTIEUX – AVENANT N° 2 A LA CONVENTION DE MISE EN ŒUVRE DE LA TÉLÉTRANSMISSION DES ACTES SOUMIS AU CONTRÔLE DE LÉGALITÉ - APPROBATION ET AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 58, Madame GUIRAUD vous propose l'avenant n° 2 à la convention de mise en œuvre de la télétransmission des actes soumis au contrôle de légalité. Qui demande des précisions ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée à l'unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 87 voix.

AFFAIRE 59 : HORS COMMISSION - STRATÉGIE POUR LE SOL EN MILIEU URBAIN - ATTRIBUTION DE SUBVENTION A L'UNIVERSITÉ PAUL VALÉRY – APPROBATION

Monsieur le Président

Dans l'affaire 59, Madame GALABRUN-BOULBES vous propose une stratégie pour le sol en milieu urbain, attribution de subvention à l'Université de Montpellier.

Madame Jackie GALABRUN-BOULBES

L'urbanisation des territoires a provoqué une perte de l'interaction entre l'Homme et la nature. C'est notamment le cas pour le sol, souvent profondément perturbé en ville, et qui fournit pourtant de nombreux services écosystémiques, dont dépendent des activités vitales pour la société, comme l'agriculture. Une action a été proposée : le projet COFERTI. Ce projet vise à mieux connaître les sols des jardins collectifs urbains. Ce projet de recherche action propose une démarche originale de co-construction de l'action et des connaissances entre l'association Oasis Citadine, Montpellier Méditerranée Métropole et un consortium scientifique pluridisciplinaire. L'appel à projets s'appelle CO3. Ce projet est estimé à 33 M€ sur l'année 2019. Montpellier Méditerranée Métropole a répondu avec les partenaires précités à l'appel à projets CO3 : co-construction des connaissances. Il s'agit d'un nouveau dispositif conçu par l'ADEME, Agropolis fondation, la fondation de France et la fondation Charles-Léopold Mayer. Le projet COFERTI est lauréat de l'appel à projets et il est proposé un cofinancement de 15 k€ pour accompagner l'Université.

Monsieur le Président

Madame TOUZARD a demandé la parole.

Madame Isabelle TOUZARD

Bonsoir. C'est juste un petit détail, mais je ne sais pas si la subvention est versée à l'Université de Montpellier ou à l'Université Paul Valéry.

Madame Jackie GALABRUN-BOULBES

Paul Valéry.

Monsieur le Président

Oui, il faut mettre Université Paul Valéry dans l'intitulé. Madame TOUZARD a raison.

Madame Jackie GALABRUN-BOULBES

Cela été complété dans le corps du texte.

Monsieur le Président

La parole est à Monsieur RAYMOND.

Monsieur Joël RAYMOND

Je profite de cette délibération pour faire le pendant côté rural, puisque vous savez que les communes rurales, et notamment les vigneronns de ce territoire, ont mis en place une expérimentation qui est intéressante sur la qualité des sols. Cette expérimentation est soutenue par la Métropole et concerne la plantation ou l'enterrement de slips en coton, pour voir comment se dégrade ce coton dans la durée et évaluer la faune microbienne en capacité de travail de sol et de régénération de sol en zone rurale et zones viticoles. Je voulais remercier ce partenariat qui a été construit à l'échelle de nombreuses communes qui y participent dans Montaud.

Madame Jackie GALABRUN-BOULBES

Si tu le permets, je rajouterais avec nous la Chambre d'Agriculture, le Syndicat Mixte de Garrigues Campagne et puis la subvention de l'Agence de l'eau pour nous accompagner dans ce projet.

Monsieur Joël RAYMOND

Intervention hors micro.

Madame Jackie GALABRUN-BOULBES

Non, après, on va l'exposer. On va le mettre sur un fil à linge. C'est pour voir si tu peux remettre le slip ou ne pas le remettre. Ça va dépendre de comment tu le récupères dans le sol.

Monsieur Joël RAYMOND

Intervention hors micro.

Madame Jackie GALABRUN-BOULBES

Cela peut faire peut-être quelque chose de contemporain ou MoCo. Il faudrait y penser.

Monsieur le Président

En parlant de slips étendus sur le balcon, je ne peux pas résister au plaisir de vous raconter un petit épisode rapide du *Grand Thalamus*, qui est le livre de coutumes de la Ville de Montpellier. Le livre d'histoire écrit par les Consuls. Cela tombe bien avec l'actualité brûlante. Lorsque le siège épiscopal a été transféré de la cathédrale de Maguelone à Montpellier, en 1536, ce fut l'œuvre d'un homme, évêque, qui portait le nom de Guillaume PELISSIER, et qui a donné son nom à la rue et à l'îlot du même nom en bas de Figuerolles. Guillaume PELISSIER avait ramené de Rome une jeune femme de 18 ans qui s'appelait Cassandre LAGUILLONI, avec laquelle il vivait impunément à l'évêché, et qui faisait sécher ses strings sur les balcons de l'évêché. Quand vous lisez le *Grand Thalamus* et le *Petit Thalamus*, les livres des coutumes de Montpellier, il y a tous les commentaires des habitants de Montpellier quand ils passent sous les balcons de l'évêché et cela vaut son pesant d'or. J'ai pensé que cette histoire de string était finalement d'actualité avec Montpellier comme une coïncidence. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Guy BARRAL, Mme Stéphanie JANNIN, M. Philippe SAUREL.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 84 voix.

AFFAIRE 60 : HORS COMMISSION – CHAMBRE RÉGIONALE DES COMPTES OCCITANIE – SAEML MONTPELLIER EVENTS – RAPPORT D'OBSERVATIONS DÉFINITIVES

M. G. LANNELONGUE entre en séance.

Monsieur le Président

Affaire 60, Chambre Régionale des Comptes (CRC) Occitanie. Il s'agit de prendre acte du rapport de la CRC sur Montpellier Events. Vous avez pris connaissance des documents. Avez-vous des interventions à formuler ? Nous en prenons acte. Ne prennent pas part au débat Monsieur KRZYZANSKI et Madame LEVY-RAMEAU. Vous savez que Montpellier Events est constitué de

deux groupes patrimoniaux : l'Arena et le Parc des Expositions appartenant à la Région et le Zénith et le Corum qui appartiennent à la Métropole.

La Région a souhaité diversifier ses patrimoines, et revenir dans ses billes si j'ose dire, en récupérant son patrimoine et en le dissociant du nôtre. Elle a donc créé une SPL qui s'appelle SPL Occitanie, dans laquelle Mademoiselle BODKIN nous représente, et nous avons gardé la SEM Montpellier Events qui se verra bientôt dotée d'une nouvelle directrice, et dans laquelle la Région est représentée à hauteur de notre représentation dans la SPL. Je vous donne des nouvelles en live parce que tout cela va se produire au mois de juin pour le définitif. Madame Sandra VERNIER, qui vient de GL Events et qui a été responsable des Floralies de Paris, pilotera pour nous la société Montpellier Events et Monsieur FIOLET prendra la suite sur la SPL Occitanie, comme Directeur Général. Je ne mets pas aux voix puisqu'il s'agit de prendre acte.

Ne participe pas au débat : Mme Chantal LEVY-RAMEAU, M. Pascal KRZYZANSKI.

Le Conseil prend acte de la transmission de ce rapport avec la convocation adressée à chacun de ses membres et de la tenue du débat.

AFFAIRE 61 : HORS COMMISSION - DOMAINE D'Ô – RÉGULARISATION DES AUTORISATIONS D'URBANISME RELATIVES AUX CONSTRUCTIONS APPARTENANT A L'EPIC DU DOMAINE D'Ô ET A L'ASSOCIATION BALTHAZAR – APPROBATION

M. L. JAOUL sort définitivement de séance en donnant pouvoir à Mme A. YAGUE.

Monsieur le Président

Affaire 61, Domaine d'Ô – régularisation des autorisations d'urbanisme relatives aux constructions appartenant à l'EPIC du Domaine d'O et à l'association Balthazar. Je donne la parole à Madame MARION.

Madame Chantal MARION

Monsieur le Président et chers collègues, vous le savez, la loi NOTRe et par convention de décembre 2016, le Département de l'Hérault et Montpellier Méditerranée Métropole ont défini un transfert de compétences, entre autres de la compétence culture, et la mise à disposition de la Métropole des équipements culturels dédiés au spectacle vivant qui sont situés dans la partie nord du Domaine d'O. Conformément à cette convention, Montpellier Méditerranée Métropole dispose par conséquent depuis cette date de l'ensemble des droits et obligations de propriété sur la partie du site concerné et de la mise à disposition pour l'exercice de la compétence transférée. À la suite de ce transfert, il a été constaté par les services, Monsieur le Président, l'absence d'autorisation d'urbanisme pour un certain nombre de constructions présentes sur ce site.

Monsieur le Président

Cela veut dire que nous sommes en train de régulariser, d'autant plus que Balthazar a subi un gros problème avec la tente : le chapiteau a explosé, et a été financé en partie avec le Département et la Métropole, qui se sont entendus sur ce point. Je donne la parole à Monsieur CALVAT.

Monsieur Renaud CALVAT

J'attends l'exposé de Madame la Vice-Présidente.

Monsieur le Président.

Il est fait. Il s'agit de la régularisation.

Monsieur Renaud CALVAT

Je voulais vous interroger, Monsieur le Président, Monsieur le Directeur Général des Services, afin d'éviter de mettre en danger juridique cette délibération. Je souhaitais connaître la portée exécutoire de cette délibération. Jusqu'à présent, les permis de construire ou les modifications de permis de construire restaient de la compétence, et sont de la compétence, du Maire, non pas de l'Assemblée

Communautaire. Pourquoi vous dis-je cela ? N'est pas listée dans le rapport la nature de ces bâtiments modulaires et de ces bungalows.

Si parmi ces bâtiments modulaires et ces bungalows se trouvent le bâtiment modulaire et le bungalow qui accueillent l'association *Printemps des Comédiens*, étant Vice-Président du *Printemps des Comédiens*, et si cette délibération est exécutoire, je ne peux pas la voter. S'il en est ainsi, je dis à la personne qui a rédigé cette délibération qu'elle a commis une légère erreur, et que ce n'est pas à la suite du transfert de la compétence qu'a été constatée la présence de ces bungalows, mais la présence de ces bungalows est la suite logique du transfert de compétence, puisque ces bungalows ont été installés après le transfert de compétence, quand il a fallu loger les salariés du *Printemps des Comédiens* qui, auparavant, étaient logés, vous le savez, dans les bureaux de l'amphithéâtre d'O. S'il s'agit de cela, je ne peux pas prendre part au vote parce que je suis Vice-Président, mais en aucune raison, ces bâtiments n'ont été installés avant le transfert.

Concernant le chapiteau de Balthazar, vous l'avez bien précisé, malheureusement les éléments ravageurs de la neige de l'année dernière ont endommagé fortement le chapiteau et l'association Balthazar a dû acheter un nouveau chapiteau. Le Département, malgré le fait qu'il n'ait plus la compétence culture sur le nord du Domaine d'O, a malgré tout octroyé une subvention de 20 000 €, et donc, l'autorisation d'urbanisme déposée peut-être par l'association Balthazar a dû l'être au moins deux ans après le transfert, puisqu'elle est liée à la neige et aux éléments qui ne sont pas liés au transfert de compétence.

Ma question est : est-elle exécutoire ? Si c'est le cas, est-ce que cela concerne les bungalows et Balthazar ? Dans ce cas-là, il faudrait écrire une délibération juste et expliquer que ce n'est pas à la suite, mais que la conséquence du transfert des compétences. Je vous remercie.

Monsieur le Président

Apparemment, les bungalows n'y sont pas.

Monsieur Renaud CALVAT

Je connais bien le Domaine d'O, et à ma connaissance, il n'existe que des bâtiments modulaires qui ont été installés après le transfert. Peut-être vous a-t-on dit, Monsieur le Président, que quelque chose était à faire, mais je vous donne cette précision qui a du sens : les bâtiments modulaires situés entre l'amphithéâtre d'O et le théâtre Jean-Claude CARRIÈRE sont des bâtiments modulaires installés pour accueillir le *Printemps des Comédiens* et ils ont été installés après le transfert.

Monsieur le Président

Monsieur CALVAT, je vous propose de sortir le terme de « bâtiments modulaires » de la délibération si vous le voulez.

Monsieur Renaud CALVAT

Dans ce cas-là, ne sont concernés par la régularisation que le chapiteau. Pouvons-nous lister ?

Monsieur le Président

Il ne peut pas voter, alors ?

Monsieur Renaud CALVAT

Alors, est-ce que ces bâtiments modulaires concernent le *Printemps des Comédiens*, Monsieur le Directeur Général des services ? Cette question est relativement simple.

Monsieur Christian FINA

Oui, je peux y répondre. Ils ne concernent pas le *Printemps des Comédiens*, mais nous sommes en train d'essayer de régler le problème de régularisation de ces bâtiments-là. Cela concerne les bâtiments modulaires qui sont situés au sud des bâtiments administratifs, parce qu'à côté du parking, il y a aussi un certain nombre de bâtiments modulaires qui n'ont pas été soumis à autorisation réglementaire.

Monsieur Renaud CALVAT

Si ce sont ces bâtiments, ce sont les loges lorsqu'il y a les spectacles de l'amphithéâtre d'O.

Monsieur Christian FINA

Ils y sont à demeure de toute façon.

Monsieur Renaud CALVAT

Ce sont des loges. Je souhaiterais, afin d'éviter toute difficulté, que les bâtiments en question soient bien évidemment précisés. Et concernant la portée exécutoire, est-ce qu'une délibération de l'Assemblée Métropolitaine est indispensable pour gérer les problèmes d'urbanisme de la Ville de Montpellier ? Ce qui moi, en tant que Maire, me pose question est : faudra-t-il, à l'avenir que l'Assemblée délibérante de la Métropole se positionne sur les permis de construire délivrés par le Maire de Jacou sur l'ensemble de vos territoires. Est-ce que cette délibération a une portée juridique exécutoire ou non ?

Monsieur le Président

Je vous propose, pour éviter tout problème juridique, de ne pas prendre part au vote, Monsieur le Maire.

Monsieur Renaud CALVAT

D'accord, mais je n'ai pas de réponse à ma question sur la valeur juridique de la délibération.

Intervention hors micro.

Monsieur le Président

J'entends bien votre question. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Intervention hors micro.

Monsieur le Président

Je donne la parole à Monsieur MOURE.

Intervention hors micro.

Monsieur Jean-Pierre MOURE

Mes chers collègues, ne peut-on pas reporter cette délibération en attendant que l'affaire soit clarifiée ?

Intervention hors micro.

Monsieur le Président

Écoutez, nous allons voter. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Lorraine ACQUIER, M. Jean-Marc ALAUZET, M. Thierry BREYSSE, M. Renaud CALVAT, M. Eric PENSO, Mme Perla DANAN, Mme Véronique DEMON, Mme Michèle DRAY-FITOUSSI, Mme Caroline NAVARRE, Mme Régine ILLAIRE, Mme Rosy BUONO, Mme Eliane LLORET, M. Philippe SAUREL, M. Sauveur TORTORICI.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 59 voix.

Abstentions : 18 voix.

Se sont abstenus : M. Christophe COUR, Mme Catherine DARDE, M. Thierry DEWINTRE, Mme Carole DONADA, M. Pierre DUDIEUZERE, M. Jean-Pierre GRAND, Mme Clare HART, Mme Claire JABADO, M. Alex LARUE, M. Hervé MARTIN, M. Cyril MEUNIER, M. Jean-Pierre MOURE, Mme Marie-Christine PANOS, M. Eric PASTOR, Mme. Paloma PERVENT, M. Joël RAYMOND, M. René REVOL, Mme Isabelle TOUZARD.

AFFAIRE 62 : HORS COMMISSION – ATTRIBUTION DES SOUS-CONCESSIONS DE PLAGES SUR LA COMMUNE DE VILLENEUVE-LES-MAGUELONE – APPROBATION – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 62 : attribution des sous-concessions de plages sur la Commune de Villeneuve-lès-Maguelone. Qui demande des précisions au rapporteur ? Je donne la Parole à Monsieur BREYSSE.

Monsieur Thierry BREYSSE

Monsieur le Président, chers collègues, nous n'avons pas pu mettre en place la procédure de Délégation de Service Public (DSP) suite à l'arrêté préfectoral trop tardif pour l'attribution des sous-concessions des plages de Villeneuve-lès-Maguelone. Afin de permettre la continuité de service public balnéaire, nous proposons pour cette saison estivale de contractualiser avec les exploitants en place. Cette option a été validée par le Préfet. Ensuite, nous préparons pour les années à venir, une procédure DSP. Il s'agit de trois lots sur la plage de Prévost et du Pilou. C'est près de huit kilomètres de plage. Voilà chers collègues.

Monsieur le Président

Qui demande la parole ? Nous allons vous proposer une petite modification de la rédaction de la délibération qui est : « *Le Conseil autorise la signature des conventions dès que la Métropole aura été titrée par l'État.* ». C'est une précision apportée à la délibération. Qui demande la parole ? Personne ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée à l'unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 88 voix.

AFFAIRE 63 : HORS COMMISSION - DÉVIATION EST DE MONTPELLIER (DEM) - CONVENTION DE PARTENARIAT – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 63, Déviation Est de Montpellier (DEM), affaire très importante. Il s'agit du premier acte fondateur de la création de la Déviation Est. Il s'agit de la convention de financement entre la Métropole, la Région et le Département de l'Hérault pour la construction de la Déviation Est. Le projet est évalué à 64 M€ HT.

La première subvention est de 1,950 M€ et sera divisée en trois : une partie financée par le Département, une partie par la Métropole et une partie par la Région à hauteur de 653 333 €. Cette subvention concerne le lancement des études et les acquisitions foncières. Franchement, nous pouvons nous réjouir parce que dans ce mandat, nous avons lancé le COM (Contournement Ouest) au travers du Contrat de Plan Etat-Région, et nous lançons aujourd'hui la DEM (Déviation Est). Cela fait 35 ans que cela dure. Nous le faisons et il n'aura pas fallu 107 ans comme la cathédrale de Paris. Qui demande la parole sur le Contournement Est ? Je donne la parole à Monsieur ROUILLEAULT, puis à Monsieur CALVAT.

Monsieur Henri ROUILLEAULT

Juste pour dire, Monsieur le Président, chers collègues, qu'il s'agit d'un sujet très important qui concerne Castelnau, puisqu'il va de Castelnau à Montpellier, en passant par Saint-Aunès et Mauguio, mais qui concerne aussi tout le secteur est de la Métropole, puisque c'est une des façons de désengorger l'accès à Montpellier pour aller à Odysseum, à la gare de la Mogère, à l'autoroute, etc., pour tout le secteur nord-est de la Métropole. C'est donc un dossier extrêmement important et je me réjouis que les trois collectivités, Région, Département et Métropole, coopèrent sur ce dossier. Restent tout de même des interrogations sur le tracé, qu'il faut lever rapidement. Une enquête publique va commencer à l'initiative du Département. Il faut en finir et que l'intérêt général prévale.

Monsieur le Président

Merci Monsieur ROUILLEAULT. Je rappelle que si le COM est sous la maîtrise d'ouvrage de l'État, la DEB est sous la maîtrise d'ouvrage du Département. Monsieur CALVAT, je parle sous votre

contrôle. Deux trajets restent en lice et il faut déterminer lequel sera le bon. Nous sommes facilitateurs et nous ne sommes pas faiseurs d'obstacles ou diseurs de bonnes nouvelles. Nous sommes facilitateurs et partenaires.

Monsieur Renaud CALVAT

Tout à fait, Monsieur le Président, et les services métropolitains et départementaux travaillent en très bonne intelligence sur cette question. C'est effectivement la première délibération importante que prend la Métropole sur ce dossier, mais ce n'est bien évidemment pas le lancement de ce dossier puisque, comme vous venez de le préciser, ce dossier est porté par le Conseil Départemental de l'Hérault et depuis de nombreuses années, le Département avait demandé à la Ville de Montpellier, puis à la Métropole, à l'Agglomération, un certain nombre d'avis sur les enquêtes publiques et les fuseaux que nous vous avons présentés. L'enquête publique que porte le Département est lancée depuis déjà cinq mois. L'Assemblée Départementale du mois de novembre dernier a lancé officiellement l'enquête publique. C'était la délibération qui a lancé ce grand projet indispensable aux déplacements dans l'est de la Métropole. Merci.

Monsieur le Président

Pardonnez-moi, j'ai été rapide dans l'énoncé, mais que voulez-vous ? J'ai été 17 ans Conseiller Général et je me sens toujours Conseiller Général. Même si je ne suis plus élu, je me sens impliqué dans le fonctionnement du Conseil Départemental. Quand on a été Conseiller Départemental, cela modifie l'ADN.

Monsieur Renaud CALVAT

Je ne vais pas revenir sur une délibération que nous avons votée concernant la *Comédie du livre* parce que je trouve que le souhait d'accueillir les auteurs autoédités est une excellente chose. Je regrette simplement que le stand qui leur a été proposé était le stand auparavant attribué à la lecture publique du Département et cette année, nous ne serons pas présents sur le stand de la *Comédie du livre*. Alors que vous l'avez eu pendant de nombreuses années.

Monsieur Bernard TRAVIER

Intervention hors micro.

Monsieur Renaud CALVAT

Si, Bernard, si !

Monsieur Bernard TRAVIER

L'an dernier, vous nous avez envoyé une fourgonnette. C'est tout !

Monsieur Renaud CALVAT

Monsieur le Président, vous connaissez le bibliobus qui dessert les 250 bibliothèques municipales. Il ne faut pas exagérer.

Monsieur le Président

Je vais vous rassurer tous. Écoutez-moi, cela va être simple. L'an dernier, il y a eu le bibliobus. J'étais chargé de la lecture publique au Département de l'Hérault, des Archives départementales et de la Culture régionale pendant 17 ans. Je souhaite que l'an prochain qu'il y ait un stand du Département de l'Hérault sur la *Comédie du livre*.

Monsieur Renaud CALVAT

Nous aussi.

Monsieur le Président

Seulement, il faut aussi l'animation avec les collégiens, comme elle se faisait avant, et cette année, nous n'avons pas eu cela, ni l'an dernier. Nous n'avons eu que le bibliobus. Monsieur CALVAT, je vous le dis publiquement, nous sommes preneurs que le Département, qui est responsable de la lecture publique par délégation de l'État par les lois de décentralisation de 1986, soit présent à la *Comédie du livre*. Je ne peux pas mieux vous dire. Pour l'an prochain, vous l'organisez.

Monsieur Bernard TRAVIER

Excusez-moi, je me suis mal exprimé en parlant de fourgonnette. Ce n'était pas de l'humour, mais l'an dernier, nous n'avons eu que le bibliobus. Notre souhait est que vous veniez.

Monsieur Renaud CALVAT

Intervention hors micro.

Monsieur le Président

Vous le dites au Président et je le lui dirai, comme l'autre fois je l'ai remercié pour la chapelle des Récollets. Simplement, sur le Département, nous sommes preneurs de la présence du Département qui détient la compétence « lecture publique ». Excusez-moi, il n'est pas très tard. Nous avons un peu de temps aujourd'hui parce que certains ne savent pas ce qu'est la lecture publique. Je parle devant les représentants du réseau des 15 médiathèques de la Métropole et devant les 200 points lecture du Département de l'Hérault, médiathèques, points lecture, bibliothèques. La lecture publique ce n'est pas seulement le lecteur qui prend un livre dans une bibliothèque. La lecture publique, c'est aussi faire des lectures publiquement pour transmettre la prononciation des mots, la langue. Cela fait partie de l'éducation.

La lecture publique est une fonction de l'État, une compétence d'État qui a été déléguée aux départements. C'est pour cela qu'il est important que vous soyez présents à *la Comédie du livre*. Donc l'an prochain, il faut que nous signions une convention avec le Département, Monsieur FINA, pour *la Comédie du livre*. Je mets aux voix la DEM, Déviation Est. Le tribunal a tranché sur le lien. Il n'y a plus de recours Madame JABADO? Il n'y a plus de recours. Le lien va se faire et le Département attend depuis 40 ans, depuis Gérard SAUMADE : le lien, le COM et la DEM.

Monsieur Jacques DOMERGUE

Intervention hors micro.

Monsieur le Président

Et sous ce mandat, Monsieur DOMERGUE. C'est le hasard. Qu'est-ce que vous voulez que je vous dise ? Nous n'y sommes pour rien. Nous avons bronché dans la rue et cela s'est produit. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée à l'unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 88 voix.

AFFAIRE 64 : HORS COMMISSION – REQUALIFICATION DU SECTEUR D'ACTIVITÉS ÉCONOMIQUE "LAUZE – DASSAULT" – COMMUNE DE SAINT JEAN DE VEDAS – PRISE EN CONSIDÉRATION D'UN PROJET D'AMÉNAGEMENT ET DÉLIMITATION DES TERRAINS AFFECTES A CE PROJET – APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 64, Monsieur PASTOR propose la requalification du secteur d'activités économique "Lauze - Dassault", Commune de Saint Jean de Védas. Je donne la parole à Madame le Maire de Saint Jean de Védas, Madame GUIRAUD.

Madame Isabelle GUIRAUD

Monsieur le Président, pour vous remercier de ce projet, en mon nom, au nom des élus, mais surtout de la part de toutes les entreprises qui sont sur le secteur qui est très dégradé et cette affaire qui est le préalable à toute la réhabilitation de cette zone qui en a bien besoin. Je voulais vous en remercier très chaleureusement.

Monsieur le Président

Merci beaucoup Madame GUIRAUD.

Je profite de votre intervention Madame le Maire de Saint Jean de Védas parce que parfois, certains ronchons sont entendus sur Montpellier et pas dans les communes. Ces ronchons disent que nous voulons dilapider le patrimoine municipal, etc. Certains l'ont dit lorsque la clinique Saint-Jean est partie de Montpellier pour s'installer à Saint Jean de Védas.

Premièrement, la clinique Saint-Jean qui était encadrée dans un faubourg de la Ville, et difficilement accessible, a fait le choix de s'installer à côté de l'autoroute et de la bretelle d'autoroute et de développer son activité. Deuxièmement, elle a eu le foncier disponible à Saint Jean de Védas. Saint Jean de Védas, c'est la Métropole, c'est Montpellier et Montpellier, c'est Saint Jean de Védas. Voilà. Je mets aux voix le Parc d'activités. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Renaud CALVAT, M. Eric PENSO, M. Jean-Marc LUSSET, M. Cyril MEUNIER, Mme Carole DONADA, M. Eric PETIT, M. Philippe SAUREL, M. Jean-Luc SAVY, M. Noël SEGURA.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 79 voix.

AFFAIRE 65 : HORS COMMISSION – FRAIS DE DEPLACEMENTS EN EUROPE ET A L'INTERNATIONAL DES AGENTS DE LA DIRECTION INNOVATION POLITIQUES CONTRACTUELLES ET SYSTÈME D'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE (DICOSIG) DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - AUTORISATION

Monsieur le Président

Affaire 65, frais de déplacements en Europe et à l'international des agents de la Direction Innovation politiques Contractuelles et Système d'Information Géographique (DICOSIG) : 5 000 €. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 88 voix.

AFFAIRE 66 : HORS COMMISSION – REPRÉSENTATIONS - ORGANISMES INTERNES ET EXTERNES - DÉSIGNATIONS ET ACTUALISATIONS

M. C. MEUNIER (avec le pouvoir de Mme C. DONADA) sort définitivement de séance. Le pouvoir de Mme C. DONADA est annulé.

Monsieur le Président

A la suite du renouvellement du Conseil d'administration et de la modification des statuts de cette instance, il convient de désigner un élu représentant la Métropole au sein du conseil d'administration de l'association IDATE DIGIWORLD.

Il est proposé la candidature de Madame Chantal MARION.

Aucune autre candidature n'est proposée par l'Assemblée.

Il est proposé au Conseil de bien vouloir procéder à cette désignation par un vote à main levée, en application de l'article L. 2121-21 du Code général des collectivités territoriales.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix.

Je vous en remercie. Chers collègues, merci beaucoup pour cet excellent Conseil.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 21h05.